



Assemblée générale

Distr. générale
4 octobre 2013
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Vingt-deuxième session

Point 4 de l'ordre du jour

Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil

Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran^{*, **}

Résumé

Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran examine l'évolution de la situation des droits de l'homme depuis le deuxième rapport intérimaire qu'il a soumis à l'Assemblée générale, en octobre 2012 (A/67/369).

Le Rapporteur spécial présente les activités qu'il a menées depuis que le Conseil des droits de l'homme a renouvelé son mandat, passe en revue les questions d'actualité et présente certains des problèmes les plus récents et urgents liés à la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran. En rien exhaustif, le rapport dresse un panorama de la situation actuelle telle que le Rapporteur spécial l'a observée d'après la plupart des informations qui lui ont été soumises et qu'il a examinées. Le Rapporteur spécial prévoit de traiter dans les prochains rapports qu'il présentera à l'Assemblée générale et au Conseil des droits de l'homme certaines questions importantes qui n'ont pas été abordées dans le présent document.

* Soumission tardive.

** Les annexes au présent rapport sont distribuées telles qu'elles ont été reçues, dans la langue originale seulement.

GE.13-17764 (F) 060115 090115



* 1 3 1 7 7 6 4 *

Merci de recycler



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–10	3
II. Situation des droits de l’homme	11–75	4
A. Élections libres et régulières	11–14	4
B. Liberté d’expression, d’association et de réunion	15–18	6
C. Défenseurs des droits de l’homme	19–21	7
D. Torture	22–30	8
E. Exécutions	31–33	11
F. Droits des femmes	34–49	12
G. Minorités ethniques	50–55	17
H. Minorités religieuses	56–64	19
I. lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres	65–67	21
J. Droits socioéconomiques	68–75	22
III. Conclusions et recommandations	76–79	25
Annexes		
I. Additional reports of human rights violations in the Islamic Republic of Iran		27
II. Journalists currently imprisoned in the Islamic Republic of Iran		46
III. Bahá’ís currently imprisoned in the Islamic Republic of Iran as at 3 January 2013		52
IV. Christians currently imprisoned in the Islamic Republic of Iran		73

I. Introduction

1. De l'avis du Rapporteur spécial, les violations généralisées, systémiques et systématiques des droits de l'homme ont toujours cours en République islamique d'Iran. Les informations communiquées par des organisations non gouvernementales, des défenseurs des droits de l'homme et des particuliers au sujet de violations de leurs droits de l'homme ou des droits fondamentaux d'autrui décrivent toujours une situation dans laquelle les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels sont enfreints et violés en droit et dans la pratique. En outre, l'absence d'enquête par les autorités et de réparation pour les victimes favorise une culture de l'impunité, ce qui amoindrit l'efficacité des instruments relatifs aux droits de l'homme que l'État a ratifiés.

2. Le Rapporteur spécial continue de solliciter la coopération du Gouvernement de la République islamique d'Iran afin de nouer un dialogue constructif et d'être en mesure de déterminer avec certitude si les allégations de violations des droits de l'homme sont avérées. Il fait observer avec regret qu'il n'a pas pu coopérer ni échanger davantage avec le Gouvernement. À plusieurs reprises (le 9 mai 2012 pour la dernière fois), il a exprimé le souhait de se rendre en République islamique d'Iran dans un esprit de dialogue et afin d'enquêter sur la véracité des allégations de violations des droits de l'homme. Toutefois, le Gouvernement rechigne toujours à dialoguer et à accepter une visite.

3. En 2012, le Rapporteur spécial a également collaboré avec plusieurs autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et leur a transmis trois lettres contenant des allégations, 25 appels urgents et sept communiqués de presse conjoints. Outre les communications, il a écrit au Gouvernement à deux reprises pour exprimer sa préoccupation quant au maintien de l'assignation à domicile des dirigeants de l'opposition et aux restrictions à l'accès à l'éducation imposées aux femmes.

4. Le Rapporteur spécial exprime sa reconnaissance pour le grand nombre d'informations fournies par des organisations non gouvernementales et des défenseurs des droits de l'homme lors d'entretiens avec des sources principales dans le pays et à l'extérieur. À cet égard, 409 entretiens ont été organisés depuis le début de son mandat, dont 169 entre septembre et décembre 2012, et ont servi à l'élaboration du présent rapport.

5. En outre, le Rapporteur spécial appelle l'attention sur deux cas de représailles signalés par les médias en novembre et en décembre 2012, en vertu de la résolution 12/2 du Conseil des droits de l'homme dans laquelle il a demandé aux représentants et aux mécanismes des droits de l'homme de continuer à faire état des allégations d'intimidations ou de représailles. Dans l'un de ces cas, trois ressortissants afghans, Mohammad Nour-Zehi, Abdolwahab Ansari et Massoum Ali Zehi, auraient été torturés et menacés de pendaison parce qu'ils auraient communiqué une liste d'Afghans exécutés au Rapporteur spécial¹.

6. D'après d'autres informations, cinq prisonniers kurdes (Ahmad Tamouee, Yousef Kakeh Meimi, Jahangir Badouzadeh, Ali Ahmad Soleiman et Mostafa Ali Ahmad) de la prison d'Orumiyeh ont été inculpés des chefs de «contacts avec le Bureau du Rapporteur spécial», «communication d'informations concernant la prison à des organisations de défense des droits de l'homme», «propagande contre le système au sein de la prison» et «contacts avec la chaîne de télévision Nawroz»². Ces prisonniers auraient été placés à l'isolement pendant deux mois, interrogés sur leurs contacts avec le Rapporteur spécial et torturés pour passer aux aveux.

¹ Voir www.daneshjoonews.com/english et http://hrdai.net/index.php?option=com_content&view=article&id=1064:-----3-----&catid=5:2010-07-21-10-19-53.

² Voir la campagne internationale pour les droits de l'homme en Iran, «Five Kurdish Political Prisoners Face New Charges», 20 décembre 2012 (consultable à l'adresse www.iranhumanrights.org/2012/12/kurdish_prisoners/); et Persianbanoo, «3 Kurdish Political Prisoners to be Tried on Charges of Contact with UN Special Rapporteur Ahmed Shaeed», 15 décembre 2012 (consultable à l'adresse <http://persianbanoo>).

7. Le Rapporteur spécial est alarmé par ces informations et condamne, à l'instar du Conseil des droits de l'homme, tous les actes d'intimidation ou de représailles à l'égard des personnes qui coopèrent avec les instruments relatifs aux droits de l'homme³. Il souhaite insister sur le droit des personnes de coopérer avec les mécanismes des droits de l'homme de l'ONU et souligne que pareille coopération est indissociable de la capacité de ces mécanismes de s'acquitter de leurs mandats respectifs.

8. Le Rapporteur spécial prend note des Observations générales formulées par le Gouvernement de la République islamique d'Iran sur le présent rapport⁴, salue le fait qu'elles traduisent un esprit d'ouverture et continue d'espérer que le Gouvernement s'engagera sur la voie de la coopération car les observations qu'il a formulées ne doivent pas y faire obstacle. Dans ses commentaires, le Gouvernement a essentiellement dit sa préoccupation quant a) aux méthodes de travail du Rapporteur spécial, b) à la crédibilité de ses sources, c) à ses affirmations concernant la coopération du Gouvernement avec les mécanismes des droits de l'homme, et d) à ses conclusions selon lesquelles le Gouvernement devait enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme signalées et devait prévoir des réparations pour les victimes.

9. Le Rapporteur spécial a présenté sa méthode de travail à plusieurs reprises et assure qu'il fait preuve en tous temps du plus grand degré de rigueur et de cohérence dans ses travaux. Il fait remarquer que les données probantes et les témoignages qui lui ont été soumis ont fait l'objet d'une évaluation avec les normes non judiciaires imposées par son mandat, que les sources étaient convenablement et abondamment citées, chaque fois que possible, que seules les allégations qui avaient été vérifiées et confirmées par d'autres sources étaient exposées et que ses conclusions respectaient pleinement les protocoles établis par le système des Nations Unies. Le nom des sources a été occulté chaque fois que demandé, comme prévu par le Code de conduite du Rapporteur spécial.

10. En outre, le Rapporteur spécial se réfère, dans son rapport, aux rapports périodiques que le Gouvernement de la République islamique d'Iran a récemment soumis aux organes conventionnels. Il maintient néanmoins que la participation à ces rapports ou les engagements qui y figurent ne peuvent en aucun cas se substituer aux mesures prises pour répondre concrètement aux préoccupations exprimées par les mécanismes des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial souligne à nouveau que, malgré l'invitation permanente de l'État, plusieurs demandes de visite demeurent en suspens et qu'aucun titulaire de mandat au titre des procédures spéciales n'a été autorisé à se rendre en République islamique d'Iran depuis 2005.

II. Situation des droits de l'homme

A. Élections libres et régulières

11. Le Rapporteur spécial rappelle que, dans son Observation générale n° 25, le Comité des droits de l'homme a affirmé que l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques reconnaît et protège le droit de tout citoyen de prendre part à la direction des affaires publiques, de voter et d'être élu, et le droit d'accéder aux fonctions publiques⁵. Aucune restriction déraisonnable ne devrait être imposée à l'exercice de ce droit. Toutes les conditions assorties à l'exercice de ce droit devraient être «fondées sur des critères objectifs et raisonnables» sans distinction aucune notamment de race, de sexe, de religion, d'opinion

wordpress.com/2012/12/15/3-kurdish-political-prisoners-to-be-tried-on-charges-of-contact-with-un-special-rapporteur-ahmed-shaeed/). Voir également <http://hra-news.org/1389-01-27-05-27-21/14413-1.html>.

³ Résolution 12/2 du Conseil des droits de l'homme, par. 2.

⁴ Voir A/HRC/22/56/Add.1.

⁵ CCPR/C/21/Rev.1/Add.7, par. 1.

politique ou de toute autre opinion⁶. Le Rapporteur spécial est également préoccupé par le fait que les limites importantes et déraisonnables imposées au droit des citoyens iraniens de se présenter aux élections présidentielles restreignent leur droit de «[participer] à la direction des affaires publiques par l'intermédiaire de représentants librement choisis» qui «sont responsables à l'égard des citoyens, par le biais du processus électoral, de la façon dont ils exercent ce pouvoir»⁷.

12. Le Gouvernement de la République islamique d'Iran a indiqué que, en vertu de sa Constitution, les candidats à l'élection présidentielle doivent «avoir le sens du politique et du religieux» et «[être fidèles] aux principes de la République islamique d'Iran et à la religion officielle du pays»⁸. Les femmes sont par conséquent exclues des élections présidentielles; en effet, le Conseil des Gardiens n'a jamais validé la candidature d'une femme à la présidence depuis la naissance de la République islamique d'Iran, il y a trente-quatre ans. En outre, la Constitution prive les citoyens qui ont des opinions politiques contraires à celles de la République islamique d'Iran et à la religion officielle du pays du droit de se présenter aux élections présidentielles. Le Comité des droits de l'homme a clairement dit que «l'opinion politique ne peut pas servir de motif pour priver une personne du droit de se présenter à une élection»⁹.

13. Le 11 février 2013, le Rapporteur spécial, le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur la détention arbitraire et le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association ont publié une déclaration conjointe dans laquelle ils exhortent le Gouvernement de la République islamique d'Iran à libérer immédiatement et sans condition Mehdi Karroubi et Mir Hossein Mousavi, candidats à l'élection présidentielle de 2009, Zahra Rahnava, l'épouse de Mir Hossein Mousavi, et des centaines d'autres prisonniers d'opinion qui sont toujours en prison parce qu'ils ont exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'opinion et d'expression ou à la liberté d'association et de réunion lors des manifestations qui ont suivi l'élection présidentielle de 2009. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont souligné que les deux dirigeants de l'opposition n'avaient pas été inculpés depuis leur arrestation et que, dans un avis adopté en août 2012, le Groupe de travail sur la détention arbitraire avait confirmé que la privation de liberté de MM. Mousavi et Karroubi était arbitraire et contraire à l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹⁰. Dans le cas de MM. Mousavi et Karroubi, il a été indiqué que le Procureur général avait proposé que les dirigeants de l'opposition fassent acte de repentir et qu'ils reconnaissent avoir transgressé les règles du Gouvernement et de l'État s'ils souhaitent participer à l'élection présidentielle de 2013¹¹.

14. Le Rapporteur spécial est également préoccupé par le fait que le Gouvernement n'a pas établi d'autorité électorale indépendante, conformément à l'Observation générale n° 25, chargée de «superviser le processus électoral et de veiller à ce qu'il soit conduit dans des conditions d'équité et d'impartialité, conformément à des lois établies qui soient compatibles avec le Pacte»¹². Il est également préoccupé par la mise à disposition d'informations et de matériel de vote dans les langues minoritaires en République islamique d'Iran¹³. Enfin, le Rapporteur spécial rappelle, plus généralement, que la liberté d'expression, la liberté de réunion et la liberté d'association sont des «[conditions] essentielles à l'exercice effectif du droit de vote et [qu'elles doivent] être pleinement

⁶ Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 2 1) et 25; *ibid.*, par. 4, 6 et 17.

⁷ CCPR/C/21/Rev.1/Add.7, par. 7.

⁸ CCPR/C/IRN/3, par. 885. Constitution, art. 115; *ibid.*, par. 15.

⁹ CCPR/C/21/Rev.1/Add.7, par. 17.

¹⁰ A/HRC/WGAD/2012/30.

¹¹ Voir www.bbc.co.uk/persian/iran/2013/01/130117_ka_ejei_mosavi_karobi.shtml.

¹² CCPR/C/21/Rev.1/Add.7, par. 20.

¹³ *Ibid.*, par. 7.

[protégées]»¹⁴. Les informations selon lesquelles des hauts fonctionnaires iraniens adressent des mises en garde aux citoyens qui appellent à des élections libres et affirment que ces appels sont lancés par des conspirateurs et des ennemis de l'État iranien ou du principe du *velayat madari* (obéissance au Guide suprême)¹⁵ montrent que le plein exercice de l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui prévoit la libre communication des informations et des idées sur les questions publiques et politiques entre les citoyens, les candidats et les représentants élus, est compromis.

B. Liberté d'expression, d'association et de réunion

15. Le Rapporteur spécial demeure préoccupé par le fait que des dizaines de journalistes et d'internautes sont encore arrêtés, détenus et poursuivis en vertu des dispositions de la loi de 1986 sur la presse, qui contient 17 catégories de contenu «inadmissible». Le 4 février 2013, le Rapporteur spécial, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur la détention arbitraire ont demandé à la République islamique d'Iran de mettre immédiatement un terme à la récente vague d'arrestations de journalistes et de relâcher ceux qui avaient été détenus suite à l'arrestation d'au moins 17 journalistes, dont la majorité travaille pour des journaux indépendants¹⁶. Les titulaires de mandat ont insisté sur le fait qu'ils craignaient que ces 17 arrestations fassent partie d'une campagne plus large visant à réprimer les journalistes et les médias indépendants, accusés d'avoir collaboré avec des médias étrangers «antirévolutionnaires» et des organisations de droits de l'homme.

16. Avant ces arrestations, 45 journalistes avaient déjà été arrêtés en République islamique d'Iran¹⁷. Les cinq journalistes interrogés aux fins de l'établissement du présent rapport sur leur arrestation et les poursuites engagées contre eux ont affirmé qu'ils n'avaient pas été jugés publiquement par un jury, comme le prévoit la loi sur la presse. Deux journalistes ont indiqué qu'ils avaient été arbitrairement placés en détention sans avoir été inculpés ni jugés; l'un d'eux aurait été détenu pendant plusieurs mois avant d'être relâché avec un avertissement verbal tandis que l'autre aurait été détenu pendant trois ans, sans inculpation ni jugement, avant d'être libéré sous caution. Deux femmes journalistes ont indiqué avoir été victimes de harcèlement sexuel au cours de leur détention.

17. Mehdi Khazali a commencé à purger une peine de quatorze années de prison pour avoir critiqué le Gouvernement sur son blog, en octobre 2012. Alireza Roshan, journaliste du journal réformiste *Shargh*, a commencé à purger une peine d'un an de prison en novembre 2012. Zhila Bani-Yaghoub, éditrice du site Internet du Club des Iraniennes, a commencé à purger une peine d'un an de prison pour «propagande contre le régime» et «insulte au Président» tandis que son époux, le journaliste Bahman Ahmadi Amouee, purge actuellement une peine de cinq ans de prison pour «attaques contre l'État»¹⁸.

¹⁴ Ibid., par. 12.

¹⁵ <http://www.farsnews.com/newstext.php?nn=13911019000569>;
<http://www.1000news.ir/1391/10/24/2074/>;
<http://www.farsnews.com/newstext.php?nn=13911023000070>.

¹⁶ *UN experts call on Iran to stop journalist arrests and release those detained*, communiqué de presse, consultable à l'adresse www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12967&LangID=E.

¹⁷ Voir Comité pour la protection des journalistes, recensement des journalistes emprisonnés en 2012, consultable à l'adresse <http://cpj.org/imprisoned/2012.php>.

¹⁸ Ibid.

18. Le Rapporteur spécial est également préoccupé par des informations selon lesquelles les membres de la famille de journalistes vivant et travaillant à l'étranger sont harcelés. Dans une déclaration publique, 104 journalistes ont demandé que cessent les actes de harcèlement et d'intimidation de leur famille qui visent à faire pression sur eux afin qu'ils ne collaborent plus avec des agences de presse telles que BBC Persian, Vof America et Radio Farda. Une journaliste interrogée aux fins de l'établissement du présent rapport a dit qu'on avait confisqué le passeport de deux membres de sa famille et menacé sa famille de saisir leurs biens si elle poursuivait son travail (voir annexe I, par. 15 à 17).

C. Défenseurs des droits de l'homme

19. D'après les entretiens menés, les défenseurs des droits de l'homme sont toujours harcelés, arrêtés, interrogés et torturés, ainsi que fréquemment accusés d'atteintes à la sécurité nationale définies en termes flous. Nombre de défenseurs des droits de l'homme interrogés aux fins de l'établissement du présent rapport affirment avoir été arrêtés sans mandat et avoir subi des atteintes à leur intégrité physique et morale au cours d'interrogatoires visant à leur extorquer des aveux signés (et filmés). La majorité des personnes interrogées indiquent avoir été placées à l'isolement pendant des périodes allant d'une journée à près d'une année, privées de tout contact avec un conseil de leur choix, victimes de procès inéquitables ou, parfois, de torture physique, de viol (tant les hommes que les femmes, par des officiers hommes ou femmes), de décharges électriques, de pendaison par les mains ou par les bras et/ou de contorsion forcée.

20. Le Rapporteur spécial partage toujours les préoccupations de l'Association internationale du barreau quant au recul de l'indépendance des professions juridiques et de l'Association du barreau en République islamique d'Iran¹⁹. Des mesures législatives telles que l'adoption du projet de loi sur le statut officiel d'avocat, qui accroît le contrôle du Gouvernement sur l'Association iranienne du barreau, illustre bien cette tendance. Le Rapporteur spécial est également préoccupé par l'article 187 de la loi sur le troisième plan de développement économique, social et culturel qui prévoit l'instauration d'un groupe parallèle de juristes appelés «conseillers juridiques auprès du judiciaire». Même si cette loi semble augmenter le nombre de juristes dans le pays, en partie grâce à une simplification du processus d'octroi de licences, le judiciaire contrôle ce processus pour tous les conseillers juridiques susmentionnés. Le Rapporteur spécial a également reçu des informations sur le retrait de la licence de conseillers juridiques ayant représenté des prisonniers d'opinion.

21. En outre, la loi sur les conditions d'obtention d'une licence d'avocat permet aux membres du barreau d'élire les membres de leur Conseil d'administration mais dispose que le Tribunal disciplinaire suprême des juges, organe placé sous l'autorité du judiciaire, doit consulter le Ministère du renseignement, le Tribunal révolutionnaire et la police, qui peuvent s'opposer à certaines candidatures au Conseil d'administration. Certains avocats iraniens ont indiqué que, dans la pratique, ceux qui représentaient des défenseurs des droits de l'homme s'étaient vu interdire le droit de se porter candidats au Conseil.

¹⁹ Association internationale du barreau, *Iran: IBA concern over access to justice and independence of the legal profession*, 11 octobre 2007 (consultable à l'adresse www.ibanet.org/Article/Detail.aspx?ArticleUid=8281ffa3-1ce7-4976-a93d-e488cc0fa333).

D. Torture

22. Dans son rapport à l'Assemblée générale, le Rapporteur spécial s'est inquiété du recours fréquent à la torture²⁰ et a indiqué que 78 % des personnes ayant signalé des violations de leur droit à une procédure régulière avaient également affirmé avoir été battues pendant les interrogatoires dans le but de leur soutirer des aveux, que leurs dénonciations concernant des actes de torture et des mauvais traitements étaient ignorées par les autorités judiciaires et que les aveux qui leur avaient été extorqués étaient utilisés contre elles, malgré ces dénonciations.

23. En réponse au rapport précité, le Gouvernement de la République islamique d'Iran a déclaré que les allégations de torture dans le pays étaient dénuées de fondement car la législation nationale interdisait le recours à la torture et l'utilisation de preuves obtenues sous la contrainte. Le Rapporteur spécial continue néanmoins de soutenir que l'existence de ces garanties juridiques n'invalide pas en elle-même les allégations de torture ni éteint l'obligation d'enquêter de manière approfondie sur ces allégations. Il souligne également que l'impunité généralisée et les nombreuses allégations d'utilisation d'aveux obtenus sous la contrainte comme preuves contribuent à maintenir l'emploi de la torture.

24. Le 15 novembre 2012, le Rapporteur spécial, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ont demandé au Gouvernement d'enquêter sur le décès du blogueur iranien Sattar Beheshti²¹. M. Beheshti aurait été arrêté par l'unité de cyberpolice le 30 octobre 2012 pour «atteintes à la sécurité nationale sur les réseaux sociaux et Facebook». Sa famille aurait été convoquée pour récupérer sa dépouille sept jours plus tard. Au cours d'un entretien réalisé aux fins de l'établissement du présent rapport, une source a dit au Rapporteur spécial que M. Beheshti avait été torturé pour qu'il dévoile son nom d'utilisateur et son mot de passe sur Facebook, qu'il avait été à plusieurs reprises menacé de mort au cours de son interrogatoire et qu'il avait été frappé à la poitrine et au visage avec une matraque. La source a également affirmé que M. Beheshti s'était plaint de douleurs à la poitrine auprès d'autres prisonniers et que les autorités, à la connaissance desquelles ces douleurs avaient été portées, n'avaient pris aucune mesure. Dans un rapport interne publié en janvier 2013, la Commission du Majlis sur la sécurité nationale et la politique étrangère a reproché à l'unité de cyberpolice de Téhéran d'avoir détenu M. Beheshti dans son centre de détention (non reconnu) mais n'a pas évoqué de fautes directes qui auraient entraîné le décès ni demandé qu'une enquête soit menée sur l'apparente existence de nombreux centres de détention illégaux contrôlés par des antennes des services de renseignement, en violation du droit iranien²².

25. Le Rapporteur spécial est également troublé par les informations communiquées par des médias selon lesquelles une descente de police a été effectuée lors des funérailles de M. Beheshti et des agents ont frappé et arrêté des membres de sa famille et plusieurs personnes présentes. Il a été également indiqué que cinq agents avaient frappé la mère de M. Beheshti, qu'ils l'avaient traînée par les cheveux et que son frère Asghar avait été arrêté et détenu pendant deux heures²³.

²⁰ A/67/369.

²¹ Voir *Iran: UN experts call for an independent and impartial investigation into the death in custody of a blogger*, HCDH, 15 novembre 2012. consultable à l'adresse www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12792&LangID=E.

²² Voir www.parliran.ir/index.aspx?siteid=1&pageid=2964&newsview=16898.

²³ Voir <http://hra-news.org/1389-01-27-05-27-51/14403-1.html>; et *Sattar Behesti's 40th Day Passing Memorial Services Raided, His Mother Beaten and Injured*, Persianbanoo, 13 décembre 2013

26. D'après d'autres informations, fin octobre 2012, une descente de police a été effectuée au domicile de Jamil Sowaidi. Il a été arrêté par des agents en civil qui affirmaient être membres du Corps des Gardiens de la révolution islamique. La famille de M. Sowaidi a tenté à plusieurs reprises de savoir où il se trouvait mais elle se serait à chaque fois heurtée au silence des autorités. Le 6 novembre, les autorités auraient affirmé que M. Sowaidi était décédé en garde à vue et conseillé à sa famille de ne pas chercher à en savoir davantage. La demande d'autopsie déposée par la famille aurait été refusée et M. Sowaidi a été enterré le 8 novembre 2012. Le Rapporteur spécial prie instamment le Gouvernement de mener une enquête approfondie et transparente sur le décès de M. Sowaidi et l'encourage à prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation, conformément aux normes internationales²⁴.

27. Sur les 169 entretiens effectués aux fins de l'établissement du présent rapport, 81 cas de détention signalés ont été examinés au motif d'allégations de torture. On a constaté que près de 76 % des personnes interrogées faisaient état d'actes de torture; 56 % d'actes de torture physique, y compris des viols et des sévices sexuels, et 71 % d'actes de torture psychologique. Pour enquêter de manière plus approfondie sur les méthodes de torture dénoncées par les personnes interrogées, le Rapporteur spécial s'est intéressé à une étude réalisée sur la République islamique d'Iran par l'un des plus grands centres mondiaux de traitement des victimes de torture, Freedom from Torture, qui enquête sur les cas de torture et recueille des données médicales probantes conformément aux normes définies dans le Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements, cruels, inhumains ou dégradants (Protocole d'Istanbul)²⁵. Les données recueillies, tant quantitatives que qualitatives, détaillaient le déroulement de la détention, fournissaient des précisions sur les actes de torture et contenaient les documents médicaux liés aux conséquences physiques et psychologiques de la torture²⁶. Les données médicales/juridiques probantes présentées dans cette étude semblent correspondre à plusieurs déclarations soumises au Rapporteur spécial contenant des allégations de torture.

28. L'étude précitée a porté sur 50 des quelque 5 000 cas de torture documentés signalés par des Iraniens au centre Freedom from Torture depuis 1985. Vingt-neuf des 50 individus dont les cas ont été étudiés ont été détenus en 2009, 14 en 2010 et 7 en 2011. Cinquante-six pour cent d'entre eux n'ont été détenus qu'une fois entre 2009 et 2011 tandis que 44 % l'ont été à plusieurs reprises (trois fois maximum) avant de quitter la République islamique d'Iran.

29. L'étude a conclu que les méthodes de torture physique décrites dans les 50 cas comprenaient des traumatismes causés par une force contondante (voir tableau 1)²⁷, y compris des passages à tabac, des coups de fouet et des sévices physiques (100 % des cas). Elle a conclu que:

les principales formes de traumatismes causés par une force contondante étaient des violences répétées et soutenues (coups de pied, coups de poings et gifles) et des coups portés au moyen de différents instruments contondants, notamment des

(consultable à l'adresse <http://persianbanoo.wordpress.com/2012/12/13/sattar-beheshtis-40th-day-passing-memorial-services-raided-his-mother-beaten-and-injured/>).

²⁴ Ahwazi Arab political activist Jamil Sowaidi reportedly tortured to death in custody, Centre iranien de documentation sur les droits de l'homme, 9 novembre 2012. Consultable à l'adresse www.iranhrdc.org/english/news/inside-iran/1000000206-ahwazi-arab-political-activist-jamil-sowaidi-reportedly-tortured-to-death-in-custody.html#.UN0sr6UTszU.

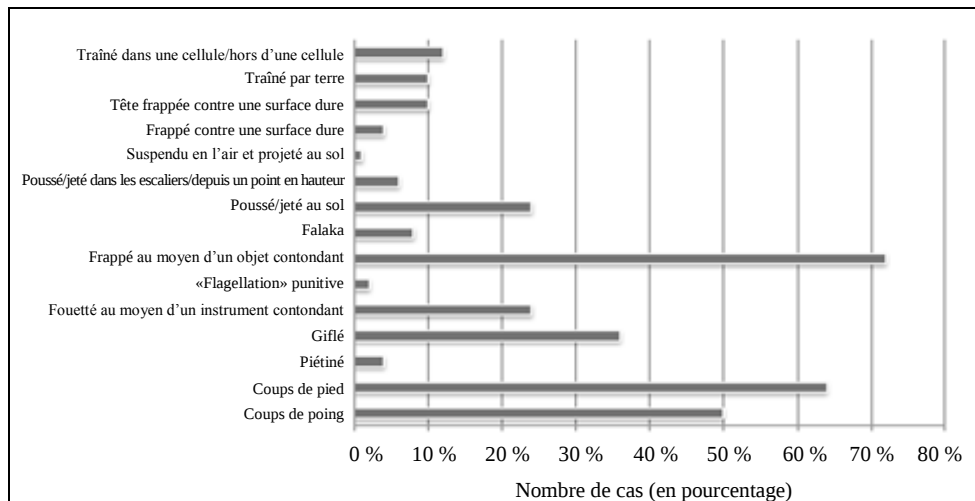
²⁵ Voir *We will make you regret everything*, Torture en Iran depuis l'élection de 2009, Programme d'établissement de rapports de pays par Freedom from Torture, mars 2013. Consultable à l'adresse http://www.freedomfromtorture.org/sites/default/files/documents/iran%20report_A4%20-%20FINAL%20web.pdf.

²⁶ Ibid.

²⁷ Sauf indication contraire, les informations qui figurent dans les tableaux du présent rapport ont été fournies par Freedom from Torture.

matraques, des fils électriques, des fouets, des tuyaux en plastique, des barres métalliques, des crosses, des ceintures et des menottes. Les personnes interrogées ont indiqué avoir été frappées sur tout le corps, bien que plus généralement à la tête et au visage, aux bras, aux jambes et au dos. La plupart avaient les yeux bandés lorsqu'elles étaient rouées de coups et nombre d'entre elles étaient immobilisées, ce qui les empêchait de se défendre ou de se protéger.

Graphique 1

Traumatismes causés par une force contondante – type de traumatisme/nombre de cas


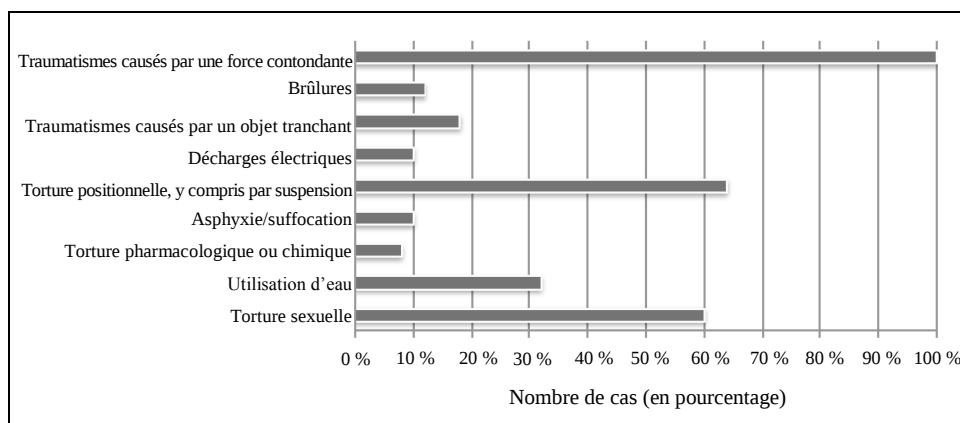
30. Cette étude a également conclu que les méthodes de torture ci-après avaient été appliquées dans les cas examinés (voir tableau 2 ci-après):

- Torture sexuelle, y compris viols, sévices sexuels, violences sur les parties génitales et pénétrations au moyen d'un instrument (60 % des cas);
- Suspension et positions pénibles (64 %);
- Utilisation d'eau (32 %);
- Traumatisme causé par un objet tranchant, notamment une lame, une aiguille ou un ongle (18 %);
- Brûlures (12 %);
- Décharges électriques (10 %);
- Asphyxie (10 %);
- Torture pharmacologique ou chimique (8 %).

Dans les cas étudiés, 60 % de femmes et 23 % d'hommes disaient avoir été victimes de viol.

Graphique 2

Fréquence des formes particulières de torture «physique», toutes détentions confondues, entre 2009-2011



E. Exécutions

31. Le Rapporteur spécial reste très préoccupé par l'augmentation du nombre d'exécutions (voir tableau 3 ci-dessous), surtout en l'absence de normes garantissant un procès équitable et compte tenu du fait que la peine capitale est appliquée dans des cas d'infractions qui ne répondent pas aux critères des «crimes les plus graves» selon le droit international (par exemple, la consommation d'alcool, l'adultère et le trafic de stupéfiants). D'après les informations disponibles, 297 exécutions ont été officiellement annoncées par le Gouvernement et 200 «exécutions secrètes» ont été signalées par des parents de victimes, des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire et/ou des membres du corps judiciaire, soit un nombre total probable d'exécutions compris entre 489 et 497 pour l'année 2012²⁸.

Graphique 3



32. En 2013, il y aurait eu au moins 58 exécutions publiques. Le Rapporteur spécial s'associe à la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme pour condamner la pratique des exécutions publiques qui persiste malgré la circulaire de janvier 2008 par laquelle le chef du pouvoir judiciaire l'a interdite. Il partage également l'opinion du Secrétaire général selon laquelle: «le fait que les exécutions soient publiques ajoute au caractère cruel, inhumain et dégradant de la peine et ne peut avoir qu'un effet déshumanisant sur les victimes et traumatiser les témoins»²⁹. En outre, il reste préoccupé par certaines dispositions du nouveau Code pénal, qui, bien qu'elles n'aient pas encore été adoptées, semblent élargir le champ des infractions passibles de peine de mort.

²⁸ <http://www.iranhrdc.org/english/publications/1000000030-ihrc-chart-of-executions-by-the-islamic-republic-of-iran-2012.html#.URsdFqUTvu0>.

²⁹ Voir «Iran: La Haut-Commissaire profondément préoccupée par la récente augmentation du nombre d'exécutions», HCDH, 2 février 2011. Consultable à l'adresse www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=10698&LangID=E.

33. Le 22 octobre 2012, Saeed Sedighi, propriétaire d'un magasin à Téhéran, a été exécuté avec neuf autres personnes après avoir été inculpé du chef de trafic de stupéfiants³⁰ et ce, malgré les appels lancés par trois titulaires de mandat au titre des procédures spéciales le 12 octobre 2012 pour mettre fin aux exécutions³¹. Le Gouvernement n'a pas encore répondu aux questions relatives aux garanties d'une procédure régulière, notamment aux allégations selon lesquelles M. Sedighi n'aurait pas été autorisé à consulter un avocat en bonne et due forme ni même à se défendre lors de son procès. Ces droits sont garantis par l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et par les articles 32, 34 et 39 de la Constitution de la République islamique d'Iran ainsi que par la loi de 2004 relative au respect des libertés légitimes et à la protection des droits des citoyens, qui détermine la procédure pénale et définit les normes garantissant un procès équitable.

F. Droits des femmes

34. Les statistiques disponibles montrent qu'au cours des trente dernières années, la République islamique d'Iran a fait d'importants progrès en ce qui concerne l'alphabétisation des femmes, l'accès des femmes à l'éducation et la santé des femmes. On estime que le taux d'alphabétisation des femmes et des filles s'élève à plus de 99 % et que le taux de scolarisation des filles dans l'enseignement primaire est de 100 %; on estime également que l'écart entre les filles et les garçons pour ce qui est du taux de scolarisation est quasi inexistant dans l'enseignement secondaire et supérieur³². Les statistiques montrent également que les femmes bénéficient d'un meilleur accès aux soins de santé primaires. Le taux de mortalité maternelle est estimé à 24,6 pour 100 000 naissances vivantes et dans 94,5 % des cas les femmes sont assistées d'une personne qualifiée pendant leur accouchement, ce qui met le pays en bonne voie pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement qui concerne l'amélioration de la santé maternelle³³.

35. De plus, dans le cinquième Plan national de développement, il est indiqué qu'une attention particulière doit être portée aux «besoins des femmes et des jeunes et à la création de circonstances favorables pour ceux-ci». Dans le Plan sont aussi mentionnés les principes d'égalité de salaire et d'extension de l'aide sociale, qui visent à assurer l'égalité des chances pour les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes par le biais de l'accès à des emplois appropriés³⁴. Plusieurs programmes auraient été mis en place pour atteindre ces objectifs, notamment un programme visant à créer des emplois à domicile pour les femmes. Récemment, le Président de la Commission parlementaire (Majlis) sur la santé et les traitements a également annoncé l'extension du congé maternité de six à neuf mois ainsi que l'instauration d'un congé paternité obligatoire d'une durée de deux semaines³⁵.

³⁰ Voir «UN Special Rapporteurs outraged with recent executions in Iran», HCDH, 23 octobre 2013. Consultable à l'adresse www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12688&LangID=E.

³¹ «Iran: UN Special Rapporteurs call for the immediate halt of executions, including eleven scheduled for tomorrow», HCDH, 12 octobre 2012. Consultable à l'adresse www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12656&LangID=E.

³² Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Iran: MENA Gender Equality Profile: Status of Girls and Women in the Middle East and North, octobre 2011 (consultable à l'adresse www.unicef.org/gender/files/Iran-Gender-Eqaulity-Profile-2011.pdf), p. 3.

³³ E/C.12/IRN/2, par. 257.9.

³⁴ Ibid., par. 36.8 à 36.10.

³⁵ <http://isna.ir/fa/news/91100301947/>.

36. Les inégalités entre les hommes et les femmes en termes de participation à la vie économique et de reconnaissance pratique des droits politiques restent néanmoins problématiques (voir tableau 4 ci-dessous) et certaines évolutions récentes menacent de compromettre les bons résultats susmentionnés dans le domaine de l'éducation³⁶. C'est le cas notamment des propositions de lois qui tendent à renforcer la polygamie et à réduire les heures de travail pour les femmes (encore non acceptées à ce jour) ainsi que des projets de politiques qui, dans le domaine de l'éducation, sont discriminatoires à l'égard des femmes et qui limitent encore davantage leurs droits civils.

Tableau 4

Classement selon les écarts entre les hommes et les femmes (2006-2012)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	sur un total de 115 pays	sur un total de 128 pays	sur un total de 130 pays	sur un total de 134 pays	sur un total de 135 pays	sur un total de 115 pays
Niveau d'instruction	80 ^e	90 ^e	92 ^e	96 ^e	96 ^e	105 ^e
Participation à la vie économique et perspectives économiques	113 ^e	123 ^e	118 ^e	131 ^e	125 ^e	125 ^e
Reconnaissance pratique des droits politiques	109 ^e	122 ^e	128 ^e	132 ^e	129 ^e	130 ^e
Santé et survie	52 ^e	58 ^e	60 ^e	63 ^e	83 ^e	85 ^e

*Forum économique mondial: rapports mondiaux sur les écarts entre les hommes et les femmes 2006-2012*³⁷.

1. Obligations internationales

37. En 1993, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a fait remarquer que l'obligation de la République islamique d'Iran d'assurer des chances égales aux femmes devait faire l'objet d'une attention particulière, notamment pour ce qui était du droit au travail, des droits au sein de la famille et du droit à l'éducation³⁸. En 2006, les autorités ont accepté en partie de mettre en œuvre les recommandations formulées par la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences à la suite de sa visite dans le pays. Elles ont notamment accepté de réviser les dispositions discriminatoires des lois pénales et civiles, en particulier en ce qui concerne l'égalité de droits des femmes dans le mariage, et l'accès à la justice pour les femmes. Treize recommandations concernant les droits des femmes ont également été adressées au Gouvernement en février 2010 dans le cadre de l'Examen périodique universel³⁹; le Gouvernement en a accepté huit.

38. Dans le deuxième rapport périodique qu'il a soumis au Comité des droits économiques, sociaux et culturels pour examen à sa cinquantième session⁴⁰, le Gouvernement de la République islamique d'Iran a exposé le programme qu'il a mis en place pour réviser «les règles et règlements en vigueur» de façon à accroître la participation des femmes, à mieux sensibiliser le public aux qualifications des femmes et à améliorer les compétences des femmes⁴¹. Le Gouvernement a également affirmé qu'«une attention

³⁶ Voir Ricardo Hausmann, Laura D. Tyson et Saadia Zahidi, *The Global Gender Gap Report 2012*. Forum économique mondial. Consultable à l'adresse www3.weforum.org/docs/WEF_GenderGap_Report_2012.pdf.

³⁷ Voir www.weforum.org/reports.

³⁸ E/C.12/1993/7, par. 8.

³⁹ A/HRC/14/12.

⁴⁰ E/C.12/IRN/2.

⁴¹ Ibid., par. 25.

particulière avait été accordée aux questions féminines dans les plans de développement économique, social, culturel et politique du pays», conformément à son opinion selon laquelle «[...] les hommes et les femmes jouissent également de la protection de la loi et de tous les droits humains, politiques, économiques, sociaux et culturels, conformément aux valeurs islamiques»⁴². Lorsqu'il a exposé la position de l'État, le représentant du Gouvernement a déclaré ce qui suit «les hommes et les femmes sont égaux sur le plan de la dignité humaine et des droits de l'homme; ce qui ne signifie pas qu'ils ont les mêmes rôles dans la famille, la société et le processus de développement»⁴³.

39. Le point de vue mentionné ci-dessus est repris en détail dans la Charte des droits et des responsabilités des femmes, qui a été adoptée par l'État en 2004. Selon le préambule, la Charte a été élaborée dans l'idée que «les nombreuses traditions et perspectives concernant les droits des femmes varient en fonction des cultures». Dans la Charte sont donc énoncés les droits qui, selon le Gouvernement, sont ceux aussi bien des hommes que des femmes, et les droits que le Gouvernement estime être propres aux femmes compte tenu de leurs différences «physiques et psychologiques».

40. À la lumière de ce qui précède, le Rapporteur spécial appuie la déclaration que la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels a faite dans son dernier rapport: «La tendance à considérer la culture comme un important obstacle aux droits des femmes est à la fois trop simpliste et problématique. [...] Néanmoins, de nombreuses pratiques et normes discriminatoires à l'égard des femmes sont justifiées par référence à la culture, la religion et la tradition.»⁴⁴. À ce sujet, le Rapporteur spécial maintient que la défense de l'idée selon laquelle il existe des rôles dévolus à chacun des deux sexes limite l'obligation qui incombe au Gouvernement de la République islamique d'Iran de protéger les femmes dans l'exercice de leurs droits civils, politiques, sociaux, culturels et économiques. Il pense que ce point de vue détermine de façon arbitraire la mesure dans laquelle les femmes peuvent jouir de ces droits en fonction de ce que le Gouvernement estime être conforme aux principes islamiques. Il pense en outre que cet argument en particulier porte atteinte à la notion de droits universels et remet en cause les droits protégés par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels pour près de la moitié de la population de l'État.

2. Droits socioéconomiques

41. Les bons résultats que les Iraniennes ont obtenus dans le domaine de l'éducation n'ont pas encore leur pendant dans le domaine économique. Les statistiques montrent qu'il y a toujours un écart important entre les hommes et les femmes sur le plan de la participation au marché du travail. De plus, les femmes occupent encore une faible proportion des postes de direction. Selon l'UNICEF, seulement 32 % des femmes iraniennes participent au marché du travail contre 73 % des hommes et 52 % des femmes dans le monde⁴⁵.

⁴² Ibid., par. 25 et 27.

⁴³ Intervention d'Eshagh Al-Habib, Ambassadeur et Représentant adjoint de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies, au nom de Maryam Mojtahedzadeh, Conseillère du Président et Directrice du Centre pour les affaires familiales et féminines, dans le cadre du débat général organisé par la Commission de la condition de la femme à sa cinquante-sixième session, le 28 février 2012. Consultable à l'adresse www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw56/general-discussions/member-states/Iran.pdf.

⁴⁴ A/67/287, par. 3.

⁴⁵ UNICEF Gender Equality Profile (voir note de bas de page n° 32), p. 4.

42. Le Rapporteur spécial pense que les dispositions légales qui restreignent l'accès des femmes à l'emploi, associées aux révisions récentes de lois qui sont préjudiciables aux droits socioéconomiques, limitent grandement la capacité du Gouvernement de promouvoir l'égalité des sexes et de mieux appliquer les recommandations du Comité des droits économiques, sociaux et culturels⁴⁶ et celles formulées à la quatrième session de l'Examen périodique universel⁴⁷. Parmi ces dispositions légales, on peut citer l'article 1117 du Code civil, qui autorise les hommes à interdire à leur épouse d'accepter un travail en dehors du domicile conjugal s'ils sont en mesure de prouver que ce travail est incompatible avec les intérêts de la famille. De plus, les membres du Majlis auraient récemment proposé l'adoption de quatre articles qui exigent d'une femme qu'elle soit mariée pour devenir membre d'un comité scientifique universitaire ou pour être employée au Ministère de l'éducation et de la formation. Le représentant de la Commission parlementaire chargée des questions sociales a indiqué que les conditions préalables n'avaient pas encore été acceptées⁴⁸.

43. En juin 2012, le Ministère de la science et de la technologie a annoncé que les femmes qui se présenteraient à l'examen national d'entrée n'auraient pas l'autorisation de s'inscrire dans 77 filières proposées dans 36 universités publiques du pays⁴⁹. De plus, l'accès à des centaines de cours proposés dans des universités publiques pendant l'année académique 2012-2013 aurait été considérablement restreint pour les femmes: le génie pétrolier, la gestion de données, les communications, les technologies médicales d'urgence, le génie mécanique, le droit, les sciences politiques, le maintien de l'ordre, les sciences sociales et la théologie feraient partie des cours touchés par ces restrictions⁵⁰. De plus, les politiques qui visent à faire respecter le principe de séparation des sexes prévoient un système d'alternance pour l'enseignement des matières principales: pendant le premier semestre par exemple ces matières sont enseignées uniquement aux garçons puis, au second semestre, uniquement aux filles, plutôt que d'être totalement interdites aux filles ou aux garçons⁵¹. En réponse aux critiques des parlementaires qui réclament des explications, le Ministre de la science et de l'enseignement supérieur a indiqué que 90 % des diplômes restaient ouverts aussi bien aux filles qu'aux garçons, que l'ouverture de certains cours uniquement aux filles ou aux garçons était nécessaire pour créer un «équilibre» et que certaines filières «n'étaient pas vraiment appropriées pour les femmes». Compte tenu des obligations qui incombent à la République islamique d'Iran en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et de sa Constitution, le Rapporteur spécial engage le Gouvernement à revoir ses politiques qui pourraient être discriminatoires et constituer une régression par rapport aux progrès enregistrés par l'État dans le domaine de l'éducation pour les femmes.

3. Droit à la liberté de circulation

44. Une femme mariée ne peut pas obtenir de passeport ni quitter le territoire national sans la permission écrite de son mari. En novembre 2012, le Président de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Majlis a présenté un texte portant modification de la législation actuelle relative à l'obtention d'un passeport en vertu duquel les femmes célibataires âgées de moins de 40 ans et les hommes âgés de moins de 18 ans

⁴⁶ E/C.12/1993/7.

⁴⁷ A/HRC/14/12.

⁴⁸ www.farsnews.com/newstext.php?nn=13910822000692.

⁴⁹ www.mehrnews.com/fa/newsdetail.aspx?NewsID=1666033.

⁵⁰ «Iran: Ensure Equal Access to Higher Education», Human Rights Watch, 22 septembre 2012 (consultable à l'adresse www.hrw.org/news/2012/09/22/iran-ensure-equal-access-higher-education); www.mehrnews.com/fa/newsdetail.aspx?NewsID=1666033.

⁵¹ www.daneshjoonews.com/node/7643.

devraient obtenir le consentement de leur tuteur ou d'un juge de la charia pour se voir délivrer un passeport⁵². Même si ce texte a finalement été rejeté, la Commission aurait proposé d'autres modifications au projet de loi sur le passeport selon lesquelles une femme célibataire âgée de plus de 18 ans pourrait se voir délivrer un passeport sans avoir à obtenir la permission des personnes susmentionnées, mais devrait, si elle souhaite quitter le territoire national, obtenir la permission de son père ou de son tuteur du côté paternel⁵³.

45. Pour défendre les propositions de modification mentionnées ci-dessus, le Président de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère aurait expliqué que le Gouvernement recevait régulièrement de la part de femmes célibataires des demandes de sortie du territoire, notamment pour effectuer un pèlerinage, et que c'est cela qui avait incité le Gouvernement à prendre des mesures visant à protéger la santé de ces femmes et à garantir leur sécurité⁵⁴.

4. Droits civils et politiques

46. Selon les éléments d'information disponibles, les militants des droits de la femme qui critiquent ouvertement les politiques ou les mesures du Gouvernement font toujours l'objet de harcèlement; les réunions d'organisations continuent d'être réprimées; les autorités continuent de ne pas délivrer les autorisations requises pour les rassemblements pacifiques; et les femmes que les autorités soupçonnent d'être associées à des mouvements comme les Mourning Mothers et le One Million Signatures Campaign for Equality continuent d'être harcelées, arrêtées et placées en détention. Les défenseurs des droits de la femme sont fréquemment inculpés pour des infractions en lien avec la sécurité nationale et pour «propagande contre le système».

47. Les militants seraient aussi touchés par des interdictions de voyage ainsi que par d'autres formes de restriction dans le cadre d'activités protégées. Maryam Behraman, militante des droits de la femme et membre de la campagne «One Million Signatures», a été récemment condamnée à une peine de huit mois d'emprisonnement avec sursis pour propagande contre l'État, mais a été reconnue non coupable du chef d'«insultes envers le Guide» et «le fondateur de la République islamique d'Iran»⁵⁵. M^{me} Behraman avait été arrêtée le 11 mai 2011 à Shiraz pour «atteinte à la sécurité nationale», son arrestation semblant avoir un lien avec sa participation à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme en mars 2011. Elle avait été placée pendant cent vingt-huit jours dans un centre de détention. Le 15 septembre, elle avait été libérée moyennant une caution de 300 000 dollars. L'avocate de M^{me} Behraman aurait indiqué qu'elle avait été en mesure de lire huit volumes du dossier de l'affaire, de prendre des notes puis de défendre sa cliente pendant les trois audiences relativement longues du procès⁵⁶.

48. En Iran, il existe toujours un certain nombre de lois qui sont discriminatoires à l'égard des femmes. Par exemple, selon l'article 1108 du Code civil, les épouses sont tenues d'obéir à leur mari. Les femmes ne peuvent pas transmettre leur nationalité ou leur citoyenneté à leur mari ou à leur(s) enfant(s); cette situation a fait, chez les enfants nés de mère iranienne et de père afghan ou réfugié iraquien ou de mère iranienne expatriée et de père non iranien, des milliers d'apatrides.

⁵² <http://isna.ir/fa/news/91082717440/>.

⁵³ <http://isna.ir/fa/news/91102514730/>.

⁵⁴ <http://isna.ir/fa/news/91082717440/>.

⁵⁵ <http://fairfamilylaw.org/spip.php?article8811>.

⁵⁶ Ibid.; voir également <http://hra-news.org/263/best/14339-1.html>.

49. La très faible représentation des femmes aux postes de direction reste problématique pour la participation des femmes à la vie publique, qui est énoncée en tant que droit dans l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les femmes peuvent par exemple proposer leurs services en tant que conseillères juridiques, mais elles ne sont pas autorisées à rendre et à signer des jugements définitifs⁵⁷. Jamais aucune femme n'a été nommée au Conseil des Gardiens ou au Conseil du discernement. Seules 9 des 490 femmes qui se seraient présentées aux élections parlementaires de mars 2012 ont été élues, remportant 3,1 % des 290 sièges du Majlis (ce qui représente néanmoins une légère amélioration par rapport à la composition du précédent Parlement dans lequel huit femmes siégeaient). Avant les élections, des groupes d'Iraniennes avaient demandé au Président du Majlis que les femmes soient mieux représentées; elles avaient notamment invoqué «le nombre croissant de femmes qualifiées et l'importance de tenir compte du point de vue des femmes sur les questions débattues dans les instances de décision, d'aborder les questions qui concernent les femmes et la famille, et d'éliminer les vides juridiques» pour justifier leur demande⁵⁸.

G. Minorités ethniques

1. Arabes ahwazis

50. Le Rapporteur spécial reste préoccupé par les informations dont font état des membres de la communauté arabe concernant des cas d'arrestation, de détention et de poursuites en rapport avec des activités protégées de promotion des droits sociaux, économiques, culturels, linguistiques et environnementaux. La majorité des personnes avec lesquelles il s'est entretenu ont indiqué qu'elles avaient été arrêtées sans mandat et qu'elles avaient subi des mauvais traitements en détention. Elles ont affirmé qu'elles avaient été détenues sans avoir été inculpées pendant plusieurs jours voire plusieurs semaines. Certaines personnes ont indiqué qu'elles avaient fait l'objet de tortures psychologiques et physiques pendant leur interrogatoire – elles avaient notamment été fouettées ou battues, et contraintes d'assister à l'exécution de témoins; des membres de leur famille avaient été menacés, ou détenus, dans le but de mettre en cause d'autres personnes ou de contraindre d'autres personnes à se livrer aux autorités.

51. Une des personnes avec laquelle le Rapporteur s'est entretenu a indiqué que trois membres d'une même famille (un cousin, un neveu et un frère) avaient été arrêtés en juin 2012 dans le but de contraindre leurs enfants, installés à l'étranger, à revenir dans le pays. Elle a affirmé que des agents du Ministère du renseignement avaient arrêtés et détenus les membres de la famille en question et qu'ils les avaient interrogés sur d'éventuels contacts à l'étranger, tous les jours et pendant plus de deux semaines, sans la moindre inculpation. Selon les informations rapportées, ils ont fait l'objet d'actes de torture psychologique et physique, ils ont notamment été fouettés et battus au point de perdre connaissance. Les personnes concernées seraient toujours en prison.

52. Selon une source bien informée, Sattar Sayyahi, poète, est décédé dans des circonstances suspectes en novembre 2012 après sa libération. Il aurait reçu des menaces du Ministère du renseignement. L'oncle et le voisin de M. Sayyahi auraient également été arrêtés, interrogés et torturés par les autorités après avoir conduit M. Sayyahi à l'hôpital. La source a affirmé que l'oncle et le voisin de M. Sayyahi avaient été interrogés sur les conversations qu'ils avaient eues avec le défunt avant son décès. Selon d'autres d'informations, les autorités avaient attaqué et arrêté quelque 130 ou 140 personnes présentes aux obsèques, notamment Ali, cousin de M. Sayyahi âgé de 17 ans, dont la main aurait été cassée à la suite de tortures subies en détention.

⁵⁷ <http://rc.majlis.ir/fa/law/show/91044>; <http://rc.majlis.ir/fa/law/show/92925>; <http://rc.majlis.ir/fa/law/show/99628>.

⁵⁸ «Iranian women call for greater representation in Parliament, Payvand Iran News, 16 janvier 2012. Consultable à l'adresse www.payvand.com/news/12/jan/1167.html.

2. Baloutches

53. Le Sistan-Baloutchistan est sans doute la région la plus sous-développée de la République islamique d'Iran, enregistrant les taux les plus élevés de pauvreté et de mortalité infanto-juvénile, et les niveaux les plus faibles d'espérance de vie et d'alphabétisation au niveau national. Selon certaines informations, les Baloutches font systématiquement l'objet d'une discrimination sur les plans social, racial, religieux et économique, et ils sont également fortement sous-représentés dans les organes de l'État⁵⁹. Il a également été rapporté que les droits linguistiques des Baloutches étaient mis à mal par le rejet systématique des publications en langue baloutche et par les restrictions imposées à l'utilisation en public et en privé de leurs langues natales, en violation de l'article 15 de la Constitution et de l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En outre, l'application du critère attaché à la *gozinesh*, qui exige des agents et des employés de l'État qu'ils prêtent serment d'allégeance à l'islam et au principe du *velayat-e faqih* (tutelle du théologien musulman) aggrave encore leurs difficultés socioéconomiques en limitant les possibilités d'emploi⁶⁰.

54. Il a également été rapporté que des mosquées et des écoles religieuses sunnites avaient été détruites. Des religieux sunnites auraient aussi été emprisonnés et assassinés. Des militants baloutches auraient fait l'objet d'arrestations arbitraires et de tortures. La province du Sistan-Baloutchan enregistre un nombre élevé d'exécutions pour des infractions liées à la drogue ou des infractions considérées comme une «hostilité envers Dieu» (*moharebeh*), en dehors de tout procès équitable⁶¹. D'autres allégations indiquent que le Gouvernement aurait eu recours à la peine de mort pour réprimer toute opposition dans la province⁶². Dans un appel à la communauté internationale, le parti populaire du Baloutchistan a signalé que deux Baloutches détenus à la prison de Zahidan avaient été condamnés à mort à la suite de manifestations organisées dans la ville de Rask et dans d'autres villes du Sarbaz en mai 2012. Des prisonniers politiques du centre de détention qui avaient protesté contre les condamnations à mort ont, paraît-il, été condamnés à l'exil⁶³.

55. D'après ce qui a été rapporté, le blogueur Abdol Basit Rigi et les militants politiques Abdoljalil Rigi et Yahyaa Charizahi avaient été accusés de *moharebeh* et condamnés à mort après avoir fait des aveux sous la contrainte. Abdol Basit Rigi avait été arrêté trois ans auparavant, et il aurait été gardé au secret pendant onze mois et torturé. Il a en outre été rapporté que les militants avaient été transférés à l'isolement au Ministère du renseignement deux jours avant leur exécution, où ils avaient été victimes de tortures violentes et contraints d'enregistrer des aveux télévisés⁶⁴.

⁵⁹ Communication d'Amnesty International au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, à sa quarante-neuvième session. Consultable à l'adresse (en anglais): www2.ohchr.org/english/bodies/cescr/docs/ngos/AI_CESCRWG49_Iran.pdf.

⁶⁰ Voir la communication de l'Organisation des peuples et des nations non représentés au Comité des droits économiques, sociaux et culturels (consultable à l'adresse (en anglais): www2.ohchr.org/english/bodies/cescr/docs/ngos/UNPO_IranWG49.pdf), et la communication de Nasser Nabatzahi, faite à Genève le 22 juillet 2012, et intitulée *Religious Discrimination and Injustice To Ahlesunnat* (consultable à l'adresse: www.ostomaan.org/articles/human-rights/13351).

⁶¹ *Les exécutions en Iran adressent un message effrayant*, Amnesty International, 30 mars 2010. Consultable à l'adresse: <http://www.amnesty.org/fr/news-and-updates/iran-executions-send-chilling-message-2010-03-30>.

⁶² *Balochistan: Urgent Appeal to Stop Mass Arrests and Executions*, Organisation des peuples et des nations non représentés, 26 octobre 2012. Consultable à l'adresse: www.unpo.org/article/15045.

⁶³ www.ostomaan.org/articles/human-rights/14422.

⁶⁴ *Iran Executes Three Baluch Political Prisoners*, Parti populaire du Baloutchistan, 23 octobre 2012. Consultable à l'adresse: <http://eng.balochpeople.org/articles/human-rights/411>.

H. Minorités religieuses

56. Le Rapporteur spécial reste profondément préoccupé par la situation des droits de l'homme des minorités religieuses en République islamique d'Iran. Des informations rapportées par des membres des communautés bahaïe, chrétienne et musulmane sunnite, notamment lors d'entretiens, continuent de décrire une situation où les fidèles de religions reconnues et non reconnues sont victimes de discrimination en droit et en pratique, notamment de diverses mesures d'intimidation, d'arrestation et de détention. Plusieurs des personnes avec lesquelles le Rapporteur s'est entretenu ont indiqué qu'elles avaient à maintes reprises été interrogées sur leurs croyances religieuses; une majorité d'entre elles ont signalé qu'elles avaient été accusées d'atteintes à la sécurité nationale ou de propagande contre l'État en raison de leurs activités religieuses. Plusieurs d'entre elles ont déclaré qu'elles avaient fait l'objet d'actes de torture psychologique et physique.

1. Bahaïs

57. Dans ses remarques sur le rapport du Rapporteur spécial à l'Assemblée générale (A/67/369), le Gouvernement a indiqué que, même si la foi bahaïe n'est pas une religion reconnue dans le pays, ses fidèles jouissent de l'égalité des droits en vertu de la loi, et ils ne peuvent être ni poursuivis ni emprisonnés en raison de leurs croyances. Il a cependant affirmé que la propagation de la foi bahaïe constituait une «violation des dispositions législatives et réglementaires existantes», que les activités de prosélytisme y relatives troublaient l'ordre public, et qu'elles pouvaient donc être limitées, conformément aux articles 18 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Dans son Observation générale n° 22, le Comité des droits de l'homme a néanmoins souligné que l'enseignement des croyances religieuses était protégé et que «la pratique et l'enseignement de la religion ou de la conviction [comprenaient] les actes indispensables aux groupes religieux pour mener leurs activités essentielles, tels que notamment la liberté de [...] fonder des séminaires ou des écoles religieuses, et celle de préparer et de distribuer des textes ou des publications à caractère religieux»⁶⁵.

58. Il a été rapporté que 110 Bahaïs étaient actuellement détenus en République islamique d'Iran pour avoir pratiqué leur foi, notamment deux femmes – Zohreh Nikayin/Tebyanian et Taraneh Torabi/Ehsani – qui allaitaient leurs nourrissons en prison. Il a été estimé que 133 Bahaïs attendaient de recevoir l'ordonnance d'exécution de leurs peines et que 268 autres attendaient de passer en jugement. Les autorités auraient arrêté au moins 59 membres de la communauté bahaïe entre août et novembre 2012, dont certains auraient été relâchés. Selon plusieurs sources, depuis octobre 2012, les autorités ont fait des descentes au domicile de 24 Bahaïs au moins, et arrêté 25 personnes dans la ville de Gorgan et ses environs. Dix d'entre elles seraient restées en détention à la fin de la période considérée. Il a en outre été rapporté que des Bahaïs de la ville de Semnan, dans le nord, avaient été la cible de persécutions massives toujours plus graves au cours des trois dernières années. Les Bahaïs de Semnan auraient fait l'objet de violences physiques et d'arrestations, leurs domiciles et les cimetières de leur communauté auraient été la cible d'incendies criminels et de vandalisme. La majorité des commerces détenus par des Bahaïs à Semnan et à Hamadan, une autre ville du nord, ont, paraît-il, été fermés⁶⁶.

⁶⁵ CCPR/C/21/Rev.1/Add.4, par. 4.

⁶⁶ *Inciting Hatred: the Bahá'ís of Semnan. A case study in religious hatred*, Communauté internationale baha'ie, octobre 2012. Consultable à l'adresse: www.bic.org/sites/default/files/pdf/Bahais-of-Semnan-Report.pdf.

59. D'après ce qui a été rapporté, les membres de la communauté bahaïe sont encore systématiquement privés de tout un ensemble de droits économiques et sociaux, notamment le droit d'accéder à l'enseignement supérieur. Selon des sources bien informées, les autorités de trois universités différentes avaient renvoyé cinq étudiants bahaïs en novembre 2012. Quatre de ces étudiants se seraient vu offrir la possibilité d'une réadmission s'ils reniaient leurs pratiques religieuses ou promettaient de les abandonner. Les étudiants auraient été renvoyés pour avoir refusé l'offre.

2. Chrétiens

60. Dans ses remarques et observations sur le rapport du Rapporteur spécial à l'Assemblée générale (A/67/369), le Gouvernement de la République islamique d'Iran a souligné que la reconnaissance du christianisme par la Constitution n'instaure pas l'immunité judiciaire à ses fidèles. Le Rapporteur spécial estime que les chrétiens ne devraient pas être punis parce ce qu'ils manifestent et pratiquent leur foi. Il reste donc préoccupé par le fait que des chrétiens sont, paraît-il, arrêtés et poursuivis pour des infractions d'atteinte à la sécurité nationale formulées de manière imprécise, au motif qu'ils pratiquent leur foi.

61. Il a été rapporté qu'au moins 13 chrétiens protestants se trouvaient dans des centres de détention dans tout le pays, et que plus de 300 chrétiens avaient été arrêtés depuis juin 2010. Parmi les détenus, on trouvait le pasteur Behnam Irani et le chef d'église Farshid Fathi, qui ont tous deux écopé d'une peine d'emprisonnement de six ans pour des chefs d'inculpation tels que «atteinte à la sécurité nationale», «relation avec des pays étrangers ennemis» et «propagande religieuse». Des sources affirment que les éléments de preuve retenus contre M. Fathi étaient liés aux activités de l'église, notamment la distribution de bibles en persan et la coordination de voyages pour des membres de l'église en vue de leur participation à des conférences et à des séminaires religieux en dehors du pays. Plusieurs églises protestantes composées majoritairement de congrégations de langues assyrienne et arménienne ont également été contraintes de cesser leurs offices en persan. En outre, il a récemment été signalé que l'église des Assemblées de Dieu de Janat Abad à Téhéran, qui donnait tous les offices en persan, avait été fermée le 19 mai 2012⁶⁷.

62. Le Rapporteur spécial est également préoccupé par le fait que le droit des Iraniens à choisir leur foi est de plus en plus menacé. Les chrétiens avec lesquels le Rapporteur s'est entretenu seraient, paraît-il, régulièrement accusés par les autorités de promouvoir leur foi, de participer à des prières au domicile de particuliers avec une majorité de fidèles convertis, de permettre aux convertis de rejoindre les offices religieux et les congrégations, et de se convertir de l'islam au christianisme. La majorité des personnes qui se reconnaissaient comme converties avaient, paraît-il, été menacées de poursuites pénales pour apostasie pendant qu'elles étaient en détention. D'autres ont indiqué qu'on leur avait demandé de signer des documents dans lesquels elles s'engageaient à cesser leurs activités religieuses en vue d'obtenir leur libération.

⁶⁷ *Protestant Church shutdown sparks fears of coming closure spree*, Campagne internationale pour les droits de l'homme en Iran, 8 juin 2012 (consultable à l'adresse: www.iranhumanrights.org/2012/06/protestant-church/); *Iranian Church closed down amid government concerns over church growth*, Mohabat News, 13 juin 2012 (consultable à l'adresse: www.mohabatnews.com/index.php?option=com_content&view=article&id=4756:iranian-church-closed-down-amid-government-concerns-over-church-growth-interview&catid=36:iranian-christians&Itemid=279).

3. Derviches

63. Selon les informations rapportées au Rapporteur spécial, notamment lors d'entretiens, les derviches gonabadi, qui sont des musulmans chiites, continuent d'être la cible d'attaques dans leurs lieux de culte, d'arrestations arbitraires, de tortures et de poursuites. D'après certaines sources, en novembre 2012, 12 derviches gonabadi étaient toujours placés officiellement en garde à vue, notamment 4 avocats (Farshid Yadollah, Amir Eslami, Omid Behrooz et Mostafa Daneshjoo). D'autres sources indiquent également que, le 12 décembre 2012, 6 derviches de la ville de Kovar avaient été traduits devant un tribunal révolutionnaire à Shiraz. Certains d'entre eux avaient été jugés pour *moharebeh*, infraction emportant la peine de mort.

4. Autres groupes religieux et autres pratiques spirituelles

64. Des représentants de la communauté yârsâniste, minorité religieuse présente parmi les Iraniens kurdes, ont rapporté que leurs rassemblements religieux étaient régulièrement réprimés. En outre, le chef de la communauté yârsâniste, Seyyed Nasradin Heydari, serait assigné à domicile. Les yârsânistes qui réussissent les examens d'entrée à l'université et affirment qu'ils sont de confession yârsâniste n'auraient pas le droit de s'y inscrire. Le Rapporteur spécial est également préoccupé par les rapports concernant l'arrestation de chefs de groupes spirituels et semi-spirituels, et de groupes de méditation en République islamique d'Iran. Par exemple, selon certaines sources, Peyman Fattahi, chef de la communauté spirituelle d'El-Yasin, aurait été détenu pendant près de trois semaines entre octobre et novembre 2012.

I. Lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres

65. Le Rapporteur spécial reste préoccupé, tout comme le Comité des droits de l'homme, par les harcèlements, les persécutions et les traitements cruels dont sont victimes les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT), et par le fait qu'ils sont privés de leurs droits fondamentaux. Le nouveau projet de Code pénal islamique érige en infraction les relations homosexuelles entre adultes consentants. Les articles 232 et 233 du nouveau Code pénal prévoieraient obligatoirement la peine de mort pour les hommes «passifs» qui pratiquent la sodomie, qu'ils soient consentants ou non. En vertu de ces nouvelles dispositions juridiques, les musulmans «actifs» et les hommes non mariés seraient soumis à 100 coups de fouet pour autant qu'ils ne commettent pas de viols. Les hommes mariés ou non musulmans encourraient la peine de mort pour le même fait. Selon le nouveau Code pénal, tout homme qui aurait des rapports sexuels sans pénétration avec un homme ou toute femme qui aurait des rapports sexuels avec une autre femme recevraient également 100 coups de fouet.

66. Le Rapporteur spécial s'inquiète de ce que la pénalisation des relations homosexuelles risque de porter atteinte aux garanties fondamentales relatives aux droits de l'homme – notamment le droit à la vie, le droit à la liberté, le droit de ne pas être victime de discrimination et le droit d'être protégé contre toute ingérence abusive dans la vie privée – qui sont prévues par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Rapporteur spécial souscrit à l'appel lancé par le Secrétaire général et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme afin de mettre un terme à la violence et à la discrimination contre toutes les personnes, indépendamment de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre⁶⁸.

⁶⁸ Voir *Born Free and Equal: sexual orientation and gender identity in international human rights law*, HCDH, 2012. Consultable à l'adresse: www.ohchr.org/Documents/Publications/BornFreeAndEqualLowRes.pdf.

67. Des entretiens menés avec 24 membres de la communauté LGBT iranienne, aux fins du présent rapport, ont étayé bon nombre des observations finales formulées par le Comité des droits de l'homme⁶⁹. Quinze d'entre eux auraient été arrêtés au moins une fois en raison de leur orientation sexuelle ou de leur association avec d'autres LGBT. Treize autres ont rapporté que, durant leur détention, des agents de sécurité les avaient soumis à certaines formes de torture ou de violence physique (coups de poing, coups de pied ou coups de bâtons portés à la tête ou au corps) et, dans quelques cas, à des agressions sexuelles et à des viols. Plusieurs personnes ont rapporté qu'elles avaient été contraintes de signer des aveux. La pénalisation des relations homosexuelles favorisent les violences physiques dans le contexte familial également. La majorité des personnes concernées ont indiqué qu'elles avaient été battues par des membres de leur famille à leur domicile, mais qu'elles ne pouvaient pas dénoncer ces agressions auprès des autorités de crainte d'être elles-mêmes incriminées.

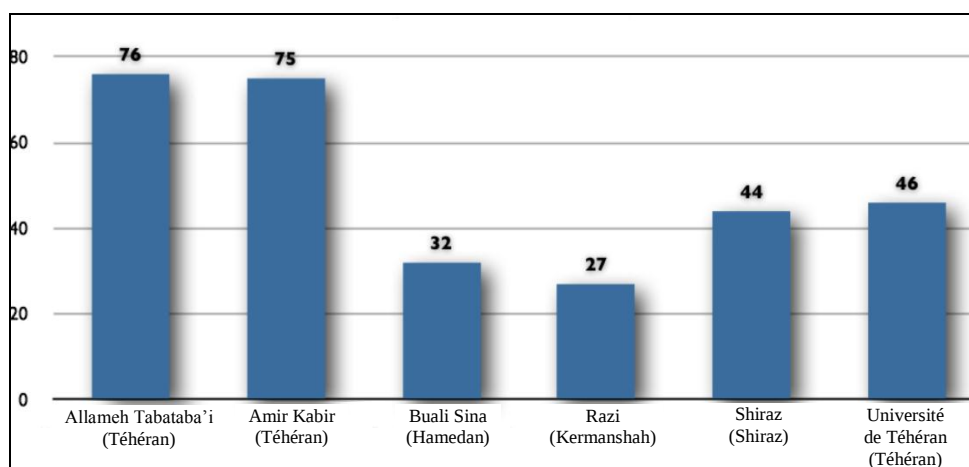
J. Droits socioéconomiques

1. Droit à l'éducation

68. Outre les restrictions imposées aux femmes et à des minorités religieuses dans le domaine de l'éducation, les rapports font toujours apparaître que des étudiants qui mènent des activités politiques sont exclus de l'université (voir le tableau 5 ci-après). Dans une lettre adressée au Rapporteur spécial, une organisation iranienne d'étudiants, Daftar Tahkim Vadhat, a fait état d'une augmentation des mesures disciplinaires prises à l'encontre des organisations et publications estudiantines et des étudiants qui se livrent à des activités pacifiques pour améliorer la vie universitaire et défendre leurs droits et les droits de l'homme en général.

Graphique 5

Étudiants exclus de l'université: situation dans les six principales universités (2005-2012)



69. Citant des statistiques fondées sur des renseignements recueillis auprès de médias, la Commission indique que depuis mars 2005, il y a eu au moins 945 cas d'étudiants exclus de l'université pendant un semestre ou plus et au moins 41 cas de professeurs exclus. Sur les 986 cas enregistrés, plus de 140 concernaient seulement l'Université Allameh Tabataba'i (14 professeurs et 57 étudiants), suivie par l'Université de Sadreddin Shariati et la faculté polytechnique d'Amir Kabir de Téhéran (72 étudiants), qui est dirigée par Alireza Rahaei. En outre, trois publications ou associations estudiantines ont été contraintes de mettre la clef sous la porte.

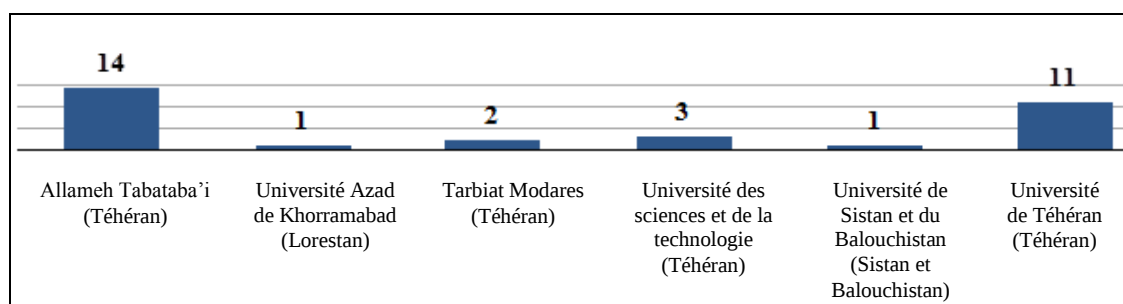
⁶⁹ Voir CCPR/C/IRN/CO/3, par. 10.

70. Des personnes interrogées aux fins du présent rapport ont indiqué qu'on leur avait refusé l'accès à l'université alors qu'elles avaient obtenu des scores élevés à l'examen d'entrée à des formations de haut niveau, et cela en raison de leurs activités politiques. Un excellent étudiant en sciences politiques, par exemple, a affirmé qu'on lui avait refusé l'inscription à un programme de maîtrise jusqu'à ce qu'il signe un document dans lequel il s'engageait à s'abstenir de tout militantisme étudiant pendant la durée de ses études. Cette personne n'a pas pu s'inscrire ensuite à un doctorat et a appris que le Ministère du renseignement avait inscrit son nom sur une liste de personnes interdites d'études universitaires.

71. Le Rapporteur spécial est aussi préoccupé par les allégations selon lesquelles des professeurs d'université dans le domaine des sciences humaines continuent d'être exclus en raison de leurs opinions (voir le tableau 6 ci-après). Le Ministre de la science et de la technologie, Kamran Daneshjoo, aurait affirmé que les professeurs qui n'adhéraient pas au principe du gouvernement du docte (*velayat-e faqih* en droit islamique) ou qui auraient un point de vue laïque ou libéral-démocrate n'étaient pas les bienvenus en République islamique d'Iran⁷⁰. Un professeur a dit subir d'énormes pressions de la part du recteur de son université afin qu'il participe aux prières quotidiennes à l'université et montre ainsi son attachement aux valeurs islamiques et à l'État iranien. Après avoir refusé, le professeur aurait reçu des menaces de mort du Ministère du renseignement, qui l'a informé que son refus de collaborer avec les principes islamiques de l'université ferait qu'il serait exclu, tué et enterré dans une fosse commune. Le professeur a aussi signalé qu'au cours des cinq dernières années, 12 collègues avaient été exclus ou contraints de prendre une retraite anticipée en raison de leur prétendu non-respect des principes de l'université.

Graphique 6

Professeurs exclus: situation dans les six principales universités (2005-2012)



2. Sanctions économiques

72. Le Rapporteur spécial partage une nouvelle fois les préoccupations du Secrétaire général concernant les effets humanitaires potentiellement négatifs des sanctions économiques générales imposées à la République islamique d'Iran⁷¹. Dans son Observation générale n° 8, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a indiqué que les habitants d'un pays ne doivent pas être privés de leurs droits économiques, sociaux et culturels fondamentaux parce qu'il a été déterminé que leurs dirigeants avaient violé des normes relatives à la paix et à la sécurité internationales⁷². Le Comité a également indiqué que l'imposition de sanctions internationales n'annulait ni ne réduisait en aucune façon les obligations qui incombent à un État partie en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de faire tout ce qui est possible pour s'assurer que chaque individu, sans discrimination aucune, jouisse des droits consacrés par le Pacte, et de prendre des mesures pour protéger les groupes vulnérables⁷³.

⁷⁰ <http://old.isna.ir/ISNA/NewsView.aspx?ID=News-1495708>.

⁷¹ A/67/327.

⁷² E/C.12/1997/8, par. 16.

⁷³ Ibid., par. 10.

73. Selon le Comité, il est clair que les parties qui imposent des sanctions ont l'obligation de respecter les droits économiques et sociaux de la population du pays sanctionné⁷⁴. En 1995, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont défini des principes dans un document non officiel de 1995 sur les effets humanitaires des sanctions, et notamment préconisé d'assurer un accès sans entrave à l'aide humanitaire dans le pays faisant l'objet de sanctions et de suivre les effets humanitaires des sanctions. Dans une lettre adressée au Conseil, le Secrétaire général a demandé instamment que les régimes de sanction tiennent dûment compte des normes humanitaires et des droits de l'homme⁷⁵.

74. Le Rapporteur spécial prend note des efforts déployés par les parties qui imposent des sanctions, notamment les «dérogations pour raison humanitaire» selon lesquelles les produits alimentaires, les fournitures médicales et autres marchandises humanitaires ne doivent faire l'objet d'aucune sanction, mais les informations selon lesquelles il y aurait pénurie de médicaments utilisés pour le traitement de maladies telles que le cancer, les maladies cardiaques, l'hémophilie et la sclérose en plaques font craindre que les dérogations ne permettent pas toujours d'atteindre l'objectif escompté⁷⁶. À la lumière de ces informations, le Rapporteur spécial demeure préoccupé par l'efficacité des garanties prises au niveau international pour réduire les effets négatifs sur la population iranienne des sanctions à caractère général. Il continue donc de solliciter la coopération du Gouvernement de la République islamique d'Iran et celles des pays qui imposent des sanctions pour rendre compte de l'efficacité des garanties humanitaires. Certains montrent du doigt les sanctions visant le secteur financier du pays, qui entraveraient les transactions liées à des produits faisant l'objet de dérogations pour raison humanitaire⁷⁷. Le Rapporteur spécial est aussi préoccupé par la hausse sensible de l'inflation, l'augmentation des prix des produits de base et les baisses de subventions, qui pourraient aussi entraver l'accès aux produits essentiels⁷⁸. Selon certaines sources, les autorités nationales pourraient prendre des mesures pour atténuer certains des effets humanitaires des sanctions et mieux répondre à leurs obligations en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

⁷⁴ E/CN.4/Sub.2/2000/33.

⁷⁵ Voir S/1995/300.

⁷⁶ Voir «What the women say: Killing them softly: the stark impact of sanctions on the lives of ordinary Iranians», International Civil Society Action Network, Brief 3: juillet 2012 (consultable à l'adresse <http://www.icanpeacework.org/wp-content/uploads/2013/04/WWIS-Iran-Killing-Them-Softly-2013-Edit.pdf>); Saeed Kamali Dehghan, «Haemophiliac Iranian boy "dies after sanctions disrupt medicine supplies"», *The Guardian*, 14 novembre 2012 (consultable à l'adresse www.guardian.co.uk/world/2012/nov/14/sanctions-stop-medicines-reaching-sick-iranians); Thomas Erdbrink, «Iran Sanctions Take Unexpected Toll on Medical Imports», *New York Times*, 2 novembre 2012 (consultable à l'adresse www.nytimes.com/2012/11/03/world/middleeast/iran-sanctions-take-toll-on-medical-imports.html?pagewanted=all&_r=1&); et Arshad Mohammed, «Of diapers and drugs, Iran's trouble paying bills», *Reuters*, 20 mars 2012 (consultable à l'adresse www.reuters.com/article/2012/03/20/us-iran-usa-sanctions-idusbre82j05n20120320).

⁷⁷ «SWIFT instructed to disconnect sanctioned Iranian banks following EU Council decision», SWIFT, 15 mars 2012. consultable à l'adresse www.swift.com/news/press_releases/SWIFT_disconnect_Iranian_banks.

⁷⁸ www.bbc.co.uk/persian/iran/2012/11/121111_j21_medicine_sanction_health.shtml. Voir aussi Joby Warrick et James Ball, «Food prices, inflation rise sharply in Iran», *Washington Post*, 4 octobre 2012 (consultable à l'adresse http://articles.washingtonpost.com/2012-10-04/world/35498613_1_cliff-kupchan-iranian-behavior-price-hikes); «A red line and a reeling rial», *Economist*, 6 octobre 2012 (consultable à l'adresse www.economist.com/node/21564229); «IMF forecasts for Iran show limited sanction hit», *Reuters*, 9 octobre 2012 (consultable à l'adresse www.reuters.com/article/2012/10/09/us-iran-economy-imf-idUSBRE8980GX20121009); «Iran's Ahmadinejad sacks only female minister», *Aljazeera*, 28 décembre 2012 (consultable à l'adresse www.aljazeera.com/news/asia/2012/12/20121227171414934991.html); et www.bbc.co.uk/persian/iran/2012/11/121114_j10_shahriari_health_crisis.shtml.

75. Le Rapporteur spécial souligne qu'il faut étudier de façon plus approfondie les questions mentionnées ci-dessus et demande donc l'assistance et la coopération du Gouvernement de la République islamique d'Iran pour lui permettre d'effectuer une visite sans entrave dans le pays afin d'évaluer correctement les conséquences humanitaires des sanctions et leurs effets sur les droits économiques et sociaux des Iraniens. Il lance aussi un appel aux organismes compétents des Nations Unies et aux gouvernements qui imposent ces sanctions pour l'aider à évaluer les effets de ces dernières sur la population en général.

III. Conclusions et recommandations

76. Après avoir fait le bilan des deux dernières années de son mandat et avoir examiné les faits exposés dans le présent rapport, le Rapporteur spécial conclut que les violations des droits de l'homme en République islamique d'Iran se sont encore aggravées. Les informations fréquentes et déconcertantes selon lesquelles l'État exerce une répression contre les membres de la société civile, empêche les femmes et les minorités ethniques et religieuses à exercer pleinement leurs droits fondamentaux et prend des mesures de représailles contre les personnes soupçonnées de collaborer avec le titulaire de mandat font sérieusement douter de la détermination du Gouvernement à promouvoir le respect des droits de l'homme dans le pays.

77. Le Rapporteur spécial continue d'être alarmé par le taux d'exécution dans le pays, en particulier pour des crimes qui ne relèvent pas de la catégorie des crimes graves selon les normes pertinentes, et compte tenu en particulier des allégations faisant état d'une pratique généralisée de la torture pour soutirer des aveux aux accusés. La capacité du Gouvernement de répondre vraiment aux préoccupations exprimées par le Conseil des droits de l'homme et un certain nombre de mécanismes des droits de l'homme est entravée par un manque manifeste de coopération, par sa position intransigeante concernant l'existence de violations de droits de l'homme dans le pays et par des pratiques *de jure* et *de facto* qui l'empêchent de s'acquitter pleinement de ses obligations nationales et internationales en matière de droits de l'homme.

78. Le Rapporteur spécial recommande donc au Gouvernement de la République islamique d'Iran de prendre les mesures ci-après pour remédier aux problèmes évoqués par le titulaire de mandat dans le présent rapport et les précédents:

- a) Collaborer pleinement avec le titulaire de mandat en nouant avec lui un dialogue réel et constructif et en lui permettant d'effectuer une visite dans le pays;
- b) Enquêter immédiatement sur toutes les allégations de représailles prises contre des individus qui collaborent avec des organisations et des mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme et prendre des mesures pour protéger comme il convient des actes d'intimidation ou de représailles les particuliers et les membres de groupes qui cherchent à coopérer ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes des droits de l'homme;
- c) S'abstenir de prendre des mesures qui portent préjudice à ceux qui s'emploient à mettre en évidence les violations des droits de l'homme et à permettre aux victimes d'obtenir réparation, et à ceux qui collaborent avec les mécanismes internationaux des droits de l'homme, ou des mesures qui contribuent à intimider ces personnes;

d) Envisager de libérer immédiatement et sans aucune condition les acteurs de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme poursuivis pour des activités protégées, notamment des journalistes, des internautes, des avocats et des étudiants, ainsi que des activistes dans les domaines de la culture, de l'environnement et de la politique qui militent en faveur de la promotion des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, actuellement détenus pour des activités protégées par le droit national et international;

e) Honorer dans les meilleurs délais l'engagement qu'il a pris de créer une commission nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris;

f) Examiner et réviser ces lois qui sont incompatibles avec l'obligation internationale qui incombe à l'État d'éliminer toutes les formes de discrimination en droit et en pratique, notamment toutes les lois et politiques qui entravent l'égalité des sexes et l'exercice par les femmes de leurs droits, et qui sont discriminatoires à l'égard des minorités ethniques et religieuses ainsi que des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) dans le pays;

g) Envisager de libérer immédiatement tous les prisonniers d'opinion, tels que les pasteurs Behnam Irani et Farshid Fathi, et les dirigeants de la communauté bahaïe, et respecter pleinement ses engagements en vertu de l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui garantit le droit et la liberté de pensée, de conscience et de religion et qui a été accepté sans réserve par la République islamique d'Iran;

h) Enquêter sur toutes les allégations de torture, remédier à l'impunité et en finir avec la culture de l'aveu dont font état les nombreux rapports transmis au Rapporteur spécial;

i) Envisager d'adopter un moratoire sur la peine capitale jusqu'à ce que l'efficacité des garanties judiciaires puisse être effectivement démontrée, et suspendre l'exécution des personnes qui disent être victimes d'une violation de leurs droits à une procédure régulière;

j) Améliorer la transparence concernant les effets des sanctions et rendre compte des mesures prises pour protéger les habitants des effets négatifs réels et potentiels de ces sanctions.

79. Le Rapporteur spécial demande aussi au système des Nations Unies et aux pays qui imposent des sanctions d'évaluer les effets de ces dernières et de faire le nécessaire pour s'assurer que les mesures prises, y compris les dérogations pour raison humanitaire, servent effectivement à atteindre l'objectif escompté, à savoir prévenir les effets potentiellement préjudiciables sur les droits de l'homme des sanctions économiques à caractère général.

Annexe I

[Anglais seulement]

Additional reports of human rights violations in the Islamic Republic of Iran

I. Human rights activists cases

1. Faegh Rourast reported that authorities arrested him and his father in connection with his human rights activities on 27 and 25 January 2009, respectively. He maintained his aunt was assaulted with pepper spray when she inquired about an arrest warrant, and that his father was detained and abused for 16 days. Prison officials reportedly threatened Mr. Rourast's father with the rape his wife and daughters. Mr. Rourast reported that he was charged with "propaganda against the regime," organizing protests, and contact with foreign organizations. He reported that he was tortured by prison officials during his 17 days in detention, including by being hung from the ceiling and being severely beaten. Mr. Rourast stated that he was transferred to Shahrchai Detention Center where he remained for 34 days. He maintained that prison officials tortured him with an electroshock weapon and allegedly threatened to amputate his leg, which had been injured during his interrogation. Faegh Rourast reported that he was sentenced to three years in prison and was eventually released after serving a full year. He asserted that he was harassed after his release, that his home was raided in July 2010, and that he was contacted and threatened with arrest again. His family was threatened as well. He has since left Iran.

2. Rozhin Mohammadi, a medical student at Manila Medical School of the Philippines, was arrested on 23 November 2011 after being detained and interrogated several times during a short visit to Iran to see her family. The source reported that Ms. Mohammadi had been involved in student and human rights activities in an effort to address issues such as stoning and executions in the country. The source stated that Ms. Mohammadi was placed in solitary confinement, insulted, interrogated, punched in the face and regularly beaten by one of her interrogators - breaking her nose - and that she did not have access to medical services for her injuries. It was reported that Ms. Mohammadi was asked about her personal relationships and questioned in detail about her sexual relations. It was maintained that Ms. Mohammadi was threatened with rape, with a defamation campaign, and with the arrest of her brother. Ms Mohammadi's brother, Ramin Mohammadi, was reportedly arrested on 30 November in his home. He was allegedly blindfolded and beaten during his arrest, and threatened with being framed with a crime of his interrogators' choosing at the onset of his interrogations. Reportedly unaware that his sister was in an adjacent room, Mr. Mohammadi was allegedly ordered to write a statement that implicated his sister in crimes, and severely beaten by several individuals with batons, damaging his inner ear, and fracturing his shinbone. It was further reported that Mr. Mohammadi was then hung from a ceiling for four hours. It was reported that Mr. Mohammadi's torture was used to psychologically torture his sister in an effort to encourage her to cooperate with interrogators. He was released on \$100,000 bail. On 1 December 2011. Ms. Mohammadi reportedly suffered from an epileptic episode, which the source speculated was as a result of being exposed to Mr. Mohammadi's torture in the next room. She was reportedly released on \$200,000 bail on 6 December 2011. It was alleged that the Mohammadi family was harassed and threatened by authorities in the days following Ms. Mohammadi's release. The siblings were reportedly summoned to return for interrogation and threatened with rearrest if they did not cooperate. It was reported that the family's home was raided in an

effort to rearrest Mr. and Ms. Mohammadi. The whereabouts of both individuals are unknown.

3. An informed source stated that security forces arrested Maziar Ebrahimi at his home on 12 June 2012 for murder (“assassination”). It was reported that Maziar’s family’s communications were being monitored, and they were not free to talk about Maziar’s whereabouts. A member of Maziar’s family alleged that Maziar had been framed for a crime. On 6 August, Maziar “confessed” publicly on television. Lawyers are reportedly unable to gain access to Maziar’s case file. It was alleged that Mr. Ebrahimi’s arrest was connected to failed negotiations over a contract for a Press TV project. The source reported that authorities threatened Maziar during negotiations, and that visible signs of torture and abuse, along with significant weight loss, were noticeable during Mr. Ebrahimi’s televised “confession”. The source maintained that Maziar was out of the country when the crime he is accused of took place.

4. Women and children’s rights activist, Mohammad Ghaznavian, reported that he was arrested in February 2010, in the city of Qazvin, by 10 plainclothes security force agents, who reportedly told onlookers that he was a drug trafficker. He was taken to an unknown location and detained in strict solitary confinement for 10 days and then taken to Qazvin prison, where his family posted bail and he was released. He reported, however, that within 30 minutes he was rearrested and transferred back to the general prison. Mr. Ghaznavian stated that he was interrogated and learned that he had been under surveillance for an extended period of time. He reported that he was always blindfolded during interrogations, that he was repeatedly and severely beaten during his interrogations, and that some of his interrogations would last up to 11 hours. He was reportedly instructed to report his whereabouts to security forces upon his eventual release in 2011 and was allegedly threatened with the rape “one of the females closest to him” if he made the conditions of his detention public. Mr. Ghaznavian has since left the country.

5. Family members living abroad reported that Zahra Mansouri was arrested in June 2011, allegedly for her connection to Camp Ashraf (now Camp Liberty) in Iraq. She was reportedly held in solitary confinement for 90 days and was eventually released on bail. During her time in prison she underwent an operation for breast cancer. She was allegedly returned to solitary confinement without first being given adequate recovery time. Ms. Mansouri was released to be hospitalized for intestinal problems and epilepsy, and underwent another surgery on 27 September 2012. She was sentenced to five years in prison, which was eventually reduced to two, due to her health issues. She was also sentenced by Branch 26 of the Revolutionary Court on 27 September 2012 for acting against national security, and is currently detained. Her family reported their grave concern over Ms. Mansouri’s inadequate access to requisite medications for her illness, and for her health.

6. Mohammed Yeganeh Tabrizi stated that on 29 December 2009, plainclothes police officers attacked a group of protesters and shot three in the head, including himself. He related that 150 bullet fragments entered his body, including two in the brain, and that the entire left side of his body is now paralyzed. He reportedly remained in the hospital for a month and for 20 of those days he was in a comatose state. He reported that a member of the Intelligence Office and someone from the security police interrogated him on the first day he regained consciousness. He was told to report to the Intelligence Office after he was released from the hospital, where he was later interrogated. During this time, he was repeatedly intimidated and threatened with execution. He alleged that he was pushed off his chair to confirm if he was paralyzed. Security forces also allegedly kicked his wheelchair into the wall. He was eventually released without being charged. When he returned to work, he learned that he had lost his business license and the phone lines at his office had been disconnected; he was also told by authorities that he would never be able to run his

company successfully again. Due to these prolonged medical issues and continued persecution, Mr. Tabrizi has since left Iran.

7. An interviewee reported that (s)he was arrested at his/her home in the summer of 2010 by several female and male plainclothes intelligence officers. Authorities reportedly videotaped him/her and his/her family during the arrest. S(he) was reportedly presented with a warrant from the Qom Special Clerics' court, but was not informed of his/her charges upon request. The interviewee reported that his/her house was searched and property was seized; including books, CDs, documents, and notes. S(he) was blindfolded during transfer to a detention center where interrogations about his/her Facebook friends and alleged connection to a foreign reporter were conducted. S(he) was eventually charged with "acting against national security through email contact with the hypocrite [MEK] grouplet". The interviewee was reportedly held for weeks in solitary confinement, denied access to a lawyer, denied contact with family until 10 days after arrest, and denied visitors for four months. After four months of detention, s(he) was brought to trial and sentenced to multiple years in prison. In 2012 s(he) was released on furlough and summoned to return to prison. (S)he allegedly still had no access to a lawyer.

8. According to an informed source Gholamreza Khosravi Savajani was arrested at work in Kerman, Iran. Mr. Savajani was severely beaten at the time of arrest, and suffered injuries to his face. Security forces held a gun to the back of his head and told him that they could kill him if he didn't cooperate. Mr. Savajani was reportedly taken to the Kerman Intelligence Offices Detention Center, where he was interrogated. The source maintained that s(he) saw signs evidence of torture, including broken teeth and damaged knees. Mr. Savajani was reportedly accused of providing \$5,500 and two photographs to Simaye Azadi TV Station (an MEK-affiliated satellite station) and was sentenced to six years in prison. He was then issued a death sentence for this charge. It was reported that officials wanted Mr. Savajani to write a letter condemning the MEK, along with a taped confession, which he refused to do. Mr. Savajani was reportedly only able to see his lawyer when he was in court. The appeal of his 2011 death sentence was denied in April 2012 and the execution sentence remains in place. Several UN Special Rapporteurs have submitted a joint urgent appeal to the Iranian government with regard to this case.

9. Mohammad Pourabdollah was first arrested in 2007 for his activities as a student activist. He was later arrested in early 2009 for additional activities and blogging. He was detained in solitary confinement in Evin Prison. It was reported that he was severely beaten by agents who punched and beat him, which lasted two weeks. He was also allegedly forced to sit naked during his interrogations. He was transferred to Evin Prison's General Ward 209 after 25 days. It was further reported that one week later he was forced to shave his face, hair, and eyebrows and beaten so badly that he had bruises on his body for two-to-three months thereafter and could hardly walk. He was allowed a visit with his mother, in the presence of a judge, only 32 days after his arrest. He was transferred to Ghezel Hesar Prison soon thereafter. For 27 days he was kept in Ward 3 in an extremely overcrowded cell with violent offenders, who on one occasion killed each other when a fight broke out. Later, in the spring of 2009 he was transferred to Evin Prison, interrogated, kept in solitary confinement, and transferred back to Ghezel Hesar Prison after nine days. In late spring he was taken to court and charged with "membership in enemy group", "forming enemy organizations", "propagation against the regime", and "assembly and collusion with the intention to disrupt national security". His original sentence was 12 years but in 2010 it was reduced to three years. He was never allowed furlough nor was he granted probation. After prison riots in 2011, he was transferred back to Evin Prison's General Ward 350, and was released three months before the completion of his sentence.

10. Mehdi Gholizadeh Aghdam reported that in 2009 he witnessed Revolutionary Guards run over a woman with their motorcycles and he was arrested when he intervened to

help. He stated that during his arrest he was severely beaten and his back was injured. He was taken to Section 240 and interrogated by five people about his political activity and beaten constantly by one of the interrogators. When his interrogators learned of his particular political affiliation, he was put in solitary confinement for seven days. During questioning, he was told to denounce his membership in a political party. Prison officials threatened to execute other members of his opposition party, and threatened his own execution. They blindfolded him and took him to the basement, where they told him he would be killed and his body returned to his family. They forced him to stand on a chair and they placed a rope around his neck, in a mock execution. He was told that if he confessed and recanted he would survive. When he shouted a campaign slogan instead of a confession, he was given a severe blow to the head and he hit the wall. Three weeks later he was released on bail and was sentenced to six years in prison on “propaganda against the regime”. He has since left Iran.

11. Several sources have reported that authorities arrested four Baha’is - Mr. Missagh Afshar, Mr. Vahed Kholousi, Mr. Navid Khanjani, and Mr. Shayan Vahdati - together with 31 other volunteers while they were distributing humanitarian aid to earthquake victims of the 2012 earthquake in the Eastern Azerbaijan province. Authorities reportedly took the volunteers to a detention center, and then transferred them to Amniyate e-Akhlaghi, a section known to enforce moral behavior and dress. Authorities originally charged the volunteers with “involvement in subversive political activities against the regime, through providing assistance to the earthquake victims”, but this was subsequently changed to “distributing contaminated food”. At least 17 detainees were released within the first 72 hours authorities, including two of the Baha’is, Mr. Missagh Afshar and Mr. Vahed Kholousi; some were required to post bail of \$4,000. However, one Baha’i, Mr. Navid Khanjani, an education rights activist, was not released on bail. He was taken to Ward 305 of Evin Prison, and then transferred to Gohardasht prison on 10 September 2012. No information about the status of Mr. Shayan Vahdati is currently known.

12. A children’s rights activist reported his/her arrest in 2012. S(he) was detained while conducting research on the needs of victims of the 2012 earthquake in Azerbaijan in the absence of a warrant, and charged with being in the village without a permit. S(he) was blindfolded and taken to an Intelligence Office. S(he) was verbally charged with “acting and propagating against the state” and “insulting Imam Khomeini”. S(he) was kept in a two-by-one meter solitary cell for over one week and reportedly interrogated for over six hours per day. S(he) stated (s)he had no contact with his/her family during this time. The source currently awaits his/her sentence.

II. Juvenile offender cases

13. In February 2002, Ali Torabi was arrested at 16-years-old for the murder of a fellow classmate during a fight at school. During his detention Mr. Torabi reported that he was denied access to a lawyer and family, and subjected to extreme violence and torture. He reported that he was placed in solitary confinement, flogged, hung from a ceiling, exposed to freezing weather while naked, and that his interrogators would place a portable kerosene stove under his chair and would increase the heat in order to get him to write confessions faster. Mr. Torabi was tried, found guilty, and given the death penalty, despite being a minor at the time of arrest. He was then transferred to a general ward of Rajai Shahr Prison, where he claimed his abuse continued, including beatings and being shocked with electric batons. He was eventually released on bail after being imprisoned for over seven years. He has since left Iran; his final judicial ruling is Qisas for the crime of murder, for which the execution sentence remains in place.

14. Siyamal Taleie was arrested in August 2009 in Shiraz during the 2009 summer protests. He was 17 at the time of arrest, and charged with “assembly and collusion against public order”. He reported that he was pepper sprayed, handcuffed, and taken to Mahfase e-Khalilie (a Ministry of Intelligence office). He maintained that he was beaten while blindfolded. Mr. Taleie claimed that authorities interrogated him for a week about his Dervish background - inquiring if his community had sent him to protest - and that he was never allowed to see a judge, was never informed of his charges, and did not have access to a lawyer. He further reported that he was detained in what he believed was a military prison, and placed in a juvenile ward. He was released on bail after one month, against the deed to his family’s house. A few weeks later, he was informed of his charges of “assembly and collusion against public order”. Mr. Taleie reported that his lawyer was also eventually arrested in July 2010. Mr. Taleie left the country in 2010.

Journalist’s cases

15. Journalist Naeema Dostdaar interviewed for a position with Radio Liberty in Europe. Authorities reportedly searched her home without a warrant, blindfolded her, and took her to Evin Prison, where she was reportedly stripped-searched by a female prison guards, including a cavity search. She alleged being held for one month, during which she was never allowed a change-of-clothes. She reported that she was interrogated about her reasons for traveling earlier that year, about her relationship with foreign media, and about foreign financial support.

16. She was allegedly charges with “relations with foreign media, especially the CIA and Radio Farda, spreading lies [on her blog], and spying”. She reported hearing that up to 70 of her colleagues who had taken part in a round of interviews with Radio Farda in Turkey had also been arrested. She stated that other female prisoners reported being asked personal questions about their relationships and their virginity by prison officials. Ms. Dostdaar was also asked about her relationships with men, which she felt was a form of psychological torture. She reported that her cellmates demonstrated physical signs of torture and abuse. She was eventually released, but informed that she would be under surveillance, and was banned from traveling for a year. She has left the country.

17. Negar Mohamadi is a Voice of America (VoA) reporter working abroad. It was reported that between February and April of 2011, authorities at the Ministry of Intelligence began to question her close relatives. Officers allegedly pressured them to convince the journalist to cease her reporting activities, and they were reportedly told that there “would be consequences [if she didn’t stop working].” Her family also came across a story from a Revolutionary Guard-affiliated site, which falsely stated that Ms. Mohamadi had been sexually harassed at VoA. In February 2012, Ms. Mohamadi’s relative was allegedly detained at the airport and her passport was confiscated until August 2012. Moreover, a female relative was followed home on one occasion and confronted with demands that Ms. Mohamadi resign, and it was reported that authorities repeatedly threatened her family with the confiscation of their passports and with freezing the family’s assets. Some of their passports were seized in June and July 2012 for the “sake of national security”. Due to this pressure, Ms. Mohamadi ceased reporting for the VoA for a short time. There are outstanding travel bans on members of her family.

III. Cases of members of religious minorities

Baha'is

18. Of 30 Baha'is detained in the city of Semnan two are women nursing infant children. On 22 September 2012 Mrs. Zohreh Nikayin (Tebyanian) began serving a sentence of 23 months for "disturbing national security" and "propaganda against the regime". Mrs. Torabi (Ehsani) also began serving a 2.5 year sentence, reportedly for "setting up and running an illegal organization". The status of a third mother of an infant child, Mrs. Elham Ruzbehi (Motearefi), sentenced on 25 January 2012 to three years of imprisonment (2.5 years on charges of "collusion and assembly against national security" plus six months for "propaganda against the regime"), remains unknown.

19. Multiple sources reported that authorities raided at least 24 Baha'i homes in the city of Gorgan and the surrounding province, on 17 October 2012 and in the days after, resulting in 25 Baha'i arrests. Authorities also reportedly arrested four Muslims associated with these Baha'i; as of November 2012 all but one of these Muslim detainees was released. As of mid-November 2012 Baha'is arrested in and around Gorgan remained in custody, including: Mr. Farhad Fahandej; Mr. Farahmand Sanaie; Mr. Kamal Kashani; Mr. Shahram Jazbani; Mr. Navid Moalleemi; Mr. Behnam Hassani; Mr. Siamak Sadri; Mr. Payam Markazi; Mr. Foad Fahandej; and Mr. Kourosh Ziari. According to one source, the local prosecutor's office allegedly informed the family members of the detainees that they would be charged under Articles 498, 500, and 508 of the Penal Code, which are, respectively: (1) participating in a group of more than two people inside or outside the country with the intent of disrupting the security of the state; (2) propagating against the regime; and (3) cooperating with an enemy Government.

20. In November 2012, authorities from three different universities expelled five Baha'i students: Mr. Farbod Mohammad Zadeh from Isfahan University; Ms. Saamieh Gholinejad from Behshahr University of Science and Technology; and Ms. Tanin Torabi, Ms. Nava Hamidi, Ms. Mona Ashrafi from Khomeini International University in Qazvin. Gholinejad, Torabi, Hamidi, and Ashrafi were reportedly offered continued admission if they denied their faith. The three from Imam Khomeini International University were asked to sign pledges stating that they would not follow their faith. According to sources, when these students refused, they were made to sign documents declaring they were Baha'i and then were expelled.

The Yarsan

21. Seyyed Nasradin Heydari is the current leader of the Yarsan community in Iran, but according to most recent information is under house arrest and cannot travel freely at this time. He had been detained twice before, but popular protests led to his release. He has been under house arrest since his second arrest, and is now only permitted to receive visitors to arbitrate small claims cases within the community, according to a source. The source stated that when authorities in Iran ask the Yarsan about their religious affiliation, they often deny being Yarsan out of fear. He also reported that Yarsan are required to speak Farsi and perform Muslim rites of prayer at school, and that those who refuse are prohibited from receiving education.

Christians

22. Authorities arrested seven other active members of the same house church network as Behnam Irani on 12 October 2012, following a raid by members of the security services on a house in the city of Shiraz. The detained Christians included Mohammad (Vahid) Roghangir, Soroush Saraie, Roxana Forughi, Eskandar Rezaie, Bijan Haghighi, Mehdi Ameruni, and Shahin Lahooti. On 18 October 2012, Afsar Bahmani, a middle-aged woman in need of specialist medication due to heart and kidney complications, was detained at around 1PM along with a man named Massoud Rezaie, after responding to the summons. Afsar Bahmani was released after 24 hours. Bijan Haghighi was released on bail of 100 million rials on 25 October 2012. Roxana Forughi was reportedly released on 1 November 2012.

23. A source close to the case, reported that Iranian authorities have detained Mr. Saeed Abedini. Abedini is a Protestant Christian minister. Abedini was reportedly been arrested several times before 2009 for his house church activities but has claimed while still a Christian has stopped working with house churches in Iran to avoid government scrutiny. Abedini had his passport seized while entering Iran from Georgia in late June 2012. The authorities reportedly told Abedini that he would be summoned to court on September 26th. On that date, Abedini's home was raided by security agents, who confiscated documents, computers, and other personal items and brought Abedini to Evin Prison. Abedini spent four weeks in solitary confinement in Evin before being transferred to Section 3, Ward 209 of the prison. While in solitary confinement, Abedini's interrogators allegedly disoriented him with tactics such as sleep deprivation. During his time in Ward 209, Abedini's interrogators reportedly beat him; he was initially denied access to medical treatment for his injuries but later was allegedly taken for treatment. His family was able to hire a lawyer for his defense in December 2012 and he has since been charged with "acting against national security". His trial is scheduled for 21 January 2013.

24. A family associate reports that Christian Ali Golchin was arrested by plainclothes police in late April 2010 in connection with his possession and distribution of a substantial number of Farsi-language Bibles. Authorities reportedly beat and blindfolded Golchin during his arrest. The Revolutionary Court of Varamin, Branch 1, charged Golchin with "propagation against the state", "acting against national security by promoting Christianity", "solicitation of members for a house church", and "organizing a house church". Golchin was allegedly detained in Evin Prison for 87 days, all of which he spent in solitary confinement. In detention, Golchin's interrogators subjected him to psychological torture in the form of threats of physical violence and of execution. He was released on 25 July 2010 on 200,000,000 تومان bail. On 19 April 2011 Branch 28 of the Tehran Revolutionary Court sentenced Golchin to one year in prison. His lawyer was reportedly not allowed to speak during the court session. Golchin appealed this sentence and was acquitted of all charges six months later, but received no documentation to this effect. Golchin continued to experience harassment after his acquittal including multiple summonses and being followed by government agents. He eventually fled the country under this pressure.

IV. Cases of ethnic minority

Ahwazi Arabs

25. An informed source reported that social and cultural activist Aref Sorkhi was repeatedly threatened by authorities for his activities and was arrested on 9 February 2011 at his home without a warrant by unknown authorities, and was pepper-sprayed at the time

of arrest. The authorities then reportedly confiscated his Arabic books, computer, and cell phone. The interviewee maintained that his family was unaware of the place of his detention for a month and that Mr. Sorkhi was only able to contact his family after four months when he was transferred to Karoun Prison. The source stated that Mr. Sorkhi was charged with “establishing anti-state Arabic groups”, “cooperating with Arab countries in the region”, “disturbing public order”, and “participating in the Arab national movement.” The interviewee alleged that Mr. Sorkhi has been tortured, and reported that he remains in detention and has not yet been sentenced.

26. Mr. Hameed was a student studying in Syria and was arrested on 19 June 2008 during a visit to Iran. He reported that he was arrested at the airport by plainclothes security forces and accused of founding an Arab Ahwaz group in Syria, and of being active against the Islamic Republics. After being interrogated he was released, only to be rearrested in July 2008. He was arrested in his home, blindfolded, handcuffed, and taken to the security office of Ahwaz, where he reported being held in solitary confinement until 6 September 2008. After 10 days of being interrogated he was charged with “propaganda against the Islamic Republic of Iran” and with “contact with the Refagh [Arab Nationalist] Party”. He served two months in detention, during which he was physically assaulted, resulting in a separated retina. He asserted that he did not have adequate access to medical services for his injury. Moreover, Mr. Hameed stated that prison officials demanded he confess to “writing about discrimination against Ahwazi Arabs in an effort to stir up trouble”. He was denied access to a lawyer, and was eventually released on bail.

Kurdish Cases

27. Mohammad Ali Afraza, a Kurdish human rights activist, was arrested in Sanandaj in 2008. He reported that eight security forces arrested him, and beat and verbally abused him. He reported that he was charged with “disrupting social security”, that he was kept solitary confinement for 21 days, and that he was physically and psychologically tortured. He was reportedly blindfolded during interrogations and threatened with execution. He was eventually taken to the court in Sanandaj Prison where the conditions were reportedly poor. These conditions allegedly included severe overcrowding, and the widespread, consistent torture of prisoners. Mr. Afraza stated that other prisoners were ordered not to speak to him, which he said was psychologically taxing. He was released on bail after five months, tried two months later, and sentenced to four months in prison, with a five year suspended sentence. He alleged that his trial lasted seven minutes and that he was convicted of “spying for sources outside of the country” and with “propaganda and illegal political organizations”. He was released after his trial, and has since left Iran.

28. An informed source reported that s(he) was part of a student organization that informed Kurdish students about their rights as a minority group in Iran. S(he) was suspended by his/her university’s disciplinary committee for one year for participating in a banned student newspaper. The source reported being summoned to the Ministry of Intelligence 11 times between May and June 2010. During these sessions, (s)he was accused of being a separatist, a spy, and of acting against the Supreme Leader. The source reported being blindfolded, verbally abused, and humiliated during these interrogations. (S)he was charged with “Membership in the Democratic Union of Kurdish Students”, “acting against the regime through propagating falsehoods”, “creating public anxiety and disrupting public order through organizing protest demonstrations”, and “interviewing with foreign media”. (S)he was reportedly sentenced to several months in prison, cash fines, and lashes. His/her prison sentence was revoked upon appeal, and (s)he was able to pay a fine in lieu of flogging. (S)he reported that (s)he was denied access to a lawyer. In 2012, the source reported that (s)he was arrested by the Ministry of Intelligence, that (s) he was

physically abused during his/her arrest, detained in solitary confinement for three weeks, and interrogated on six separate occasions. During this time the source was again accused of being a spy and a member of Kurdish political parties. (S)he reported that his/her request for a lawyer was mocked and denied, that (s)he was asked to call other Kurdish activists who have been executed “terrorists” during his/her interrogations, and that (s)he was released on excessive bail after approximately three weeks in detention. (S)he has been banned from attending university and believes that (s)he has been blacklisted from finding work. The source has since left Iran.

V. Student activists cases

29. Ismaeil Jalilvand was a student and social activist who has been arrested four times and was eventually expelled in 2011 for his activities. He was arrested on 4 February 2009, was charged with “acting against national security”, “disturbing public opinion”, “insulting the Supreme Leader and the President”, and “propagation against the State” within 24 hours of his arrest. He maintained that he spent 11 days in solitary confinement, and was interrogated seven-to-eight times, for up to six hours each time, while blindfolded. He was eventually fined and released. There was no trial. Mr. Jalilvand was arrested again four months later on 20 June 2009. He reported that he was detained by the Ministry of Intelligence for 30 days, that he didn’t have access to a lawyer, was blindfolded during the interrogations, and that he was convicted on charges of “insulting Government officials”, “acting against national security”, “propagation against the Islamic Republic”, “disturbing public opinion, and “insulting the Supreme Leader and the President”. He stated that he was asked to defend himself and that his trial lasted one hour. He is currently released from prison and has left the country.

30. On 10 February 2010 Ali Ajami was arrested by the Ministry of Intelligence for his involvement in the 2009 post-election protests. He spent five days in solitary confinement at a Revolutionary Guard office without access to a lawyer. He was transferred to Evin Prison, where he spent 40 days in solitary confinement and was officially charged with “publicizing false information,” “acting against national security,” “propagation against the state,” and “insulting the Supreme Leader.” At Evin Prison he was repeatedly interrogated about his student publications and online activities for up to eight hours per day, while blindfolded. During these interrogations he was repeatedly beaten and punched, made to stand for long periods of time, and his family threatened. Mr. Ajami reported that in court the judge denied his request for a lawyer and that he was only able to see a lawyer on the day of his hearing. After an appeal he was sentenced to two years in Rajaei Shahr Prison for “propaganda against the state” and “acting against national security.” During his imprisonment he faced extremely poor prison conditions, including severe abuse by prison officials. The deputy director of the prison allegedly hit Mr. Ajami so severely in the ear that it caused bleeding and a torn eardrum. After eventually being released, Mr. Ajami received a letter from the university stating that he was banned from continuing his education.

VI. Lesbian, Gay, Bisexual, and Transgender Cases

31. An anonymous source reported that he was imprisoned twice for activities related to his sexual orientation. He maintained that in the first instance, a Government agent entrapped him by posing as another gay man on a gay dating website. It was reported that the source was physically abused and strip-searched, that he was detained for several days without contact with family, that he was coerced to sign a document that he had engaged in “Tafkhiz” (non-penetrative sex) with other males, and that he was verbally abused by a

judge who sentenced him to 100 “hadd” lashes on his torso and appendages, some of which were reportedly applied. The source was arrested again at an airport with a group of friends after dropping a friend off there. The group of men were charged with “the creation of a prostitution center to facilitate the occurrence of sexually illegal activities” and with “committing sinful acts like cross-dressing, wearing makeup, and lustful kissing”. They were then brought to prison for 12 days, where they were allegedly kept in unsanitary and cramped conditions, and the source was eventually issued a flogging sentence. The sentence was later dropped, and he was released on excessive bail. The source’s parents used their property as collateral for their son’s release. He has since left the country.

32. An interviewee reported that he was beaten by his father and punished by school administrators because of his “effeminate” behavior. He maintained that he suffered from depression as a result of his constant abuse, and could not remain gainfully employed. In 2007 the source attended a party primarily for gay men in his town. He asserted that the party was raided by plainclothes officers, who reportedly forced the attendees to lay down with their hands behind their backs and poured alcohol the officers allegedly brought on them, while stepping on them and beating them with batons and glass bottles. The source maintained that dozens of the attendees were taken to the local Intelligence center, were verbally humiliated, strip-searched, and forced to sleep on the floor of their cells before being transferred to a prison where they spent 4-5 more days. They were allegedly kicked, strip-searched, verbally humiliated, kept in an overcrowded cell, and asked humiliating sexual questions by interrogators there. The source was sentenced to two years’ imprisonment for “facilitating and organizing a party in which alcohol is consumed and immoral acts are performed”, despite the source’s claim that there was no alcohol at the party. When the story became public, employers would not hire him, or would fire him when they connected him with the story. The source has since left the country.

33. The witness attended the same party as the previous source. He separately reported that agents raided the party, ordered all attendees to the ground, and stepped on them with boots, while beating some with batons. The source was taken to the same detention facility in handcuffs and a blindfold, and slept on the floor with co-detainees. He was brought before a judge, who insulted him. He received a fine sentence, and was released; he believes he was not detained for as long as the others because he denied knowing that the party was for gay men or being gay himself. He has since left the country.

34. A source reported that a child, teachers corporally punished him for behavior they considered “effeminate”, and his principal called his parents to complain. As a teenager, male children in his neighborhood gang-raped him. He did not call the police because, as he claimed: “I live in a society in which the police do not protect me. On the contrary, the police come after people like me”. As a young adult, the witness was arrested on four occasions by local police in a park known for gay encounters. Each time, they told him to sign a pledge to act “appropriately” before being released. He was arrested by different officers each time, but believes that if he had been tagged as a multiple offender, the consequences would have been more severe. He has since left the country.

35. The witness, a Kurdish F-to-M transgender man, maintained that he was constantly beaten by his father for behavior that his father considered “un-feminine”. He did not go to the police, because “as [someone legally considered a girl], my father could legally do anything he wanted with me”. After one year under de facto house arrest by his father, the witness returned to school, but plainclothes officers detained him one night when he was with his female romantic companion. The officers noticed on his ID that he was legally a female, and brought him to a female prison, where they verbally humiliated him and physically touched and searched his genitals and breasts. He was forced to sign a pledge that he would dress and act “correctly” as a woman as a condition for his release. He has since left the country.

Freedom from Torture – Country Reporting Programme Torture in post-election Iran, 2009–2011

36. Freedom from Torture (formerly known as the Medical Foundation for the Care of Victims of Torture) is a UK-based human rights organisation and one of the world's largest torture treatment centres. Since our foundation in 1985, more than 50,000 people have been referred to us for rehabilitation and other forms of care and practical assistance. In 2011 Freedom from Torture provided treatment to more than 1200 clients from around 80 different countries. Every year our medico-legal report service prepares between 300 and 600 medico-legal reports (MLRs) for use in UK asylum proceedings.

37. Freedom from Torture seeks to protect and promote the rights of torture survivors by drawing on the evidence of torture that has been recorded over almost three decades. In particular, we aim to contribute to international efforts to prevent torture and hold perpetrator states to account through our Country Reporting Programme, based on research into torture patterns for particular countries, using evidence contained in our MLRs.

38. Freedom from Torture's MLRs are detailed forensic reports documenting physical and psychological consequences of torture. They are prepared by specialist clinicians according to standards set out in the UN Istanbul Protocol'. Each is subject to a detailed clinical and legal review process. While the primary purpose of our MLRs is to assist decision-makers in individual asylum claims – and for these purposes our clinicians act strictly as independent experts – collectively they also represent an invaluable source of evidence of torture that can be used to hold perpetrator states to account.

Freedom from Torture's history of working with Iranian torture survivors

39. Freedom from Torture has consistently received more referrals for Iranians than for any other nationality. Since our foundation, over 5000 Iranians have been referred to us for clinical services – this represents 10% of the more than 50,000 total referrals we have received. Nearly 30% of Freedom from Torture's current treatment clients are of Iranian origin and at least 16% of all MLRs we have produced over the past three years have been for Iranian clients.

40. Our Iranian clients, both past and present, together embody and provide evidence of the history of torture perpetrated by the Iranian state from the 1980s to the present day. The MLRs we have produced for Iranians provide substantial and robust evidence of torture in Iran and are the source of data for this snapshot study of torture perpetrated by the Iranian government in the lead up to and following the Presidential election in June 2009. We hope the evidence from this study will be of assistance to the UN Special Rapporteur on the human rights situation in Iran in fulfilling his important mandate. This is against the backdrop of presidential elections due in Iran in 2013, during which further human rights abuses are feared by the international community.

Case sample and methodology

41. The current study is focused on patterns of torture perpetrated in the context of the 2009 Presidential election in Iran and the unrest and repression of dissent which followed. It is based on a systematic review and evaluation of 50 cases, selected according to criteria of detention and torture within the relevant date range (January 2009 onwards) and consent to use anonymised cases for research.

42. Data was collected and recorded systematically from 50 MLRs and included details of the case profile, history of detention, specific torture disclosures and the forensic documentation of the physical and psychological consequences of torture, based on a comprehensive clinical examination and assessment process in accordance with Istanbul Protocol standards. The data collected was both quantitative and qualitative in type and was anonymised and aggregated before being analysed; the findings are presented in summary below.

Case profile

43. Of the 50 cases included in this study, 40 were male and 10 female. Forty two cases (84%) were between the ages of 18 and 35 and all identified themselves as heterosexual. Twenty one of the 50 cases were resident in Tehran at the time of detention, followed by seven cases in each of three Kurdish provinces and Shiraz city and three cases in each of Esfahan, Karaj and Ahwaz. The 50 cases comprised 32 (64%) ethnic Persians, ten Kurds, four Azeris, three Bakhtiari and a Lur. Forty cases identified as Muslim. Non-Muslims in the sample included two who identified as Christians (converts in exile), two as Ahl-e Haq, and six professing no religion or specific religious affiliation.

44. Twenty six cases (52%) said they were only politically active from the 2009 election onwards, with another 11 reporting activism or dissent prior to 2009 on issues including ethnic and religious minority rights, freedom of expression and women's rights. Another 13 (26%) claimed never to have been active or dissentient and were detained primarily on the basis of the activities of family members or others and a political opinion imputed to them. Individuals who were politically active only from the 2009 election onwards reported activities including attending pre-election meetings, supporting opposition candidates, disseminating political materials and attending demonstrations. Individuals claiming a prior history of activism had reported writing blogs, compiling and disseminating materials critical of the government, writing political slogans in public and taking part in informal (illegal) discussion groups, amongst other activities. Four Kurdish individuals reported various forms of Kurdish activism ranging from cultural activism to supporting illegal Kurdish organizations.

Arrest and detention patterns

45. Twenty-nine (58%) of the 50 cases were detained most recently in 2009, 14 in 2010 and seven in 2011.¹ While 28 (56%) of all cases were detained only once in 2009-11, others were detained more than once and up to three times before leaving Iran. Some cases also had a history of detention before the events of 2009; 10 had been detained before 2005 and eight had been detained in the period 2005-2009. Some of these cases had suffered repeated detentions during these periods.

Reasons for arrests

46. The majority of cases (27, 54%) were arrested and detained at demonstrations and other protests between 13 June 2009 (the day after the election) and February 2011. Of these cases, many reported being detained arbitrarily when security forces descended upon demonstrators. Others were engaged in more specific activities that might have led to arrest such as: distributing leaflets, assisting others to escape arrest or assault by security forces, assaulting security forces, holding placards, chanting anti-government slogans, wearing green (identified with the opposition) and filming the events. Eight people were arrested for other kinds of activism around the 2009 election and its aftermath and nine because of

imputed political opinion and activities of others associated with them, mainly family members. Two cases were detained for imputed religious dissent and four others for non-political offences such as infringement of alcohol laws and behavioral codes.

Detaining authorities and place of detention

47. Eleven of the cases report being detained by the Basij (state militia), ten by Etela'at (state intelligence forces), eight by the police, three by Revolutionary Guards, one by the military, one by the morality forces and 16 by unknown plain clothed agents. In most cases (68%) the state authority that had arrested them and the one that detained and tortured them was thought to be the same. The largest number of cases overall reported being both arrested and detained by Etela'at and the Basij, with a significant number reporting that they were detained by the police (indeed four specific police stations were identified). A small number of other places of detention that were identified (usually on release) included: four prisons (two in or near Tehran), three Etela'at facilities and two Basij bases in various locations around the country. However, 21 people (42%) said that they did not know with certainty which state force they were detained by and the majority (64%) also could not identify the specific place where they were detained, because they were blindfolded en route and/or because it was an unofficial facility and could not be identified.

Due process during arrest and ill treatment en route to detention

48. Of the 50 cases, only four reported being issued with a charge and only one with a warrant at the time of arrest. All 27 people who reported being arrested on a protest or demonstration said that they experienced violence and ill treatment both during arrest and en route to the detention facility. Most described being beaten with batons, sworn at with obscenities and other verbal abuse. Other cases who were arrested from their home or other private address for activities (actual or alleged) connected to the election protests reported similar treatment, with family members being violently treated, subject to threats and verbal abuse and personal property being destroyed or illegally confiscated. Most people (86%), whatever the cause of arrest, reported that they were blindfolded and handcuffed en route to detention; in some cases they were fully hooded and cuffed in stress positions.

49. It should be noted that there is typically a considerable time lag between when a person is detained and when they seek Freedom from Torture's medico-legal report services in the UK. It is therefore likely that evidence of detention and torture from 2010 onwards will increase as MLRs are completed for Iranian cases referred to Freedom from Torture more recently.

Due process during detention

50. All 50 cases reported being held incommunicado and tortured. The majority (80%) described interrogation that was concurrent with torture episodes (sometimes alternating). Most (74%) reported that they could not see their interrogators as they were kept blindfolded and in the majority of cases interrogation appeared to be focused specifically on forcing a confession to actual or alleged offences. These included attending demonstrations, belonging to or being active in illegal political groups, organising protests and involvement in other dissentient actions. Interrogation also focused on links with or on the activities of others, including family members. Some, particularly those who were or had been resident abroad, were questioned about links with foreign agents and exiled political groups and activists.

51. Nearly half the cases in the study (48%) said they were forced under torture to sign confessions or statements about future activities; all but three of these had not seen the contents of these documents. Six cases reported refusing to sign confessions despite being tortured with the stated intent of forcing them to do so. In most cases individuals reported being given a conditional release following a confession, while some were transferred to prison, pending formal summons to attend court.

52. In most cases no formal charges were made (88%) and there was no access to legal counsel (96%) or a judicial process (88%). Of the 50, only six cases received charges in front of a judge, all following a confession forced under torture. Of these, only two had access to legal counsel, who had sight of the specific charges. Offences that people reported being accused of during interrogation sessions and formal charges they were threatened with included: 'waging war against God' ('mohareb'), 'insulting Islam', 'insulting the Supreme Leader', 'disturbing the peace', 'participating in political and student assemblies', 'co-operating with anti-revolutionary groups', 'having links with the UK and with foreign groups', 'propaganda against the regime' and 'assaulting an officer', amongst others. Only five people reported being taken to court and one reported being tried in absentia.

53. Eight cases reported being moved to prison after periods of interrogation and torture, three of whom said torture continued in prison. Two cases were released from prison to psychiatric hospitals and at least six others were also transferred from detention to hospital for treatment. All of these cases were eventually able to secure release or to escape with the intervention of family members.

Detention conditions

54. Detention conditions for a significant proportion of cases were extremely poor and in nearly 70% of cases included solitary confinement in a small cell. Half or more cases also reported experiencing unhygienic conditions, poor quality and inadequate food, a hard surface to sleep on with inadequate bedding, no access to natural light and inadequate access to a toilet. The majority of cases received no medical treatment while in detention. Of the eight who were transferred to hospital, three were taken to psychiatric hospitals and the others reported being transferred for treatment following rape and for specialist medical care due to acute injuries to the head, shoulder and knee respectively. Seven others reported access to limited medical treatment in the detention centre, most of whom had injuries arising from sharp force trauma sutured, some without anaesthetic; two of these were also treated for a fracture and a dislocation caused by blunt force trauma. One person reported being treated following rape.

Duration of detention and escape or release

55. More than 70% of the detentions were less than a month and just under half were less than a week in duration. However, a significant number of people were detained for longer, with two cases being detained for more than a year and three cases being detained for 7-12 months. Overall, 57 of the 62 detention episodes in 2009-11 were for six months or less. Eight people were able to secure a conditional release or to escape from detention following transfer to a medical facility and seven cases reported that they escaped from detention rather than being formally released, in most cases with assistance. A further 12 people reported that they were taken blindfolded to unknown locations and released with no explanation, possibly as a result of a bribe, though they reported being unaware of the exact circumstances. Eight people reported that conditional release was granted after the intervention of family members with a variety of bail conditions, including the production of property deeds and money. More than 40% of cases fled Iran within a month and an

additional 20% within three months of being released from or escaping their most recent detention (note that in many cases this was not the first period of detention). Most of the individuals left Iran within a year of being released, with a small number remaining in Iran for up to two years and two people remaining for more than two years before eventually being forced to seek protection abroad.

Pattern of torture episodes

56. More than half the cases (58%) said that they were interrogated and tortured in a room different from their detention cell, although some were also beaten, raped and otherwise ill-treated in their cell. Four people said they were taken to a room specifically for torture where there were hooks and other devices in place for suspension. At least six others said that torture and interrogation occurred in their cell, while for the remainder this information was not recorded.

57. The authorities responsible for interrogation and torture in these cases appeared intent on ensuring that they could not be identified by, in the majority of cases, keeping people blindfolded or hooded whenever they were out of their cells, with the likely additional intent of increasing their fear, disorientation and suffering. A few reported that their blindfolds were removed for certain episodes of torture or interrogation but on most of these occasions their captors were not identifiable. Only two people reported seeing uniformed personnel in the detention facility, in one case wearing green and in the other, dark blue uniform. Some people described being aware that different perpetrators, usually identified by their voices, were coming and going or were involved in different ways in their torture and interrogation, despite not being able to see them in most cases.

58. In 34% of cases people reported being tortured at least daily and sometimes several times a day in detention, while for 15 cases the frequency of torture was not recorded. Eight people reported being subjected to a limited number of episodes of torture (1-3) during their detention, though the duration of detention was relatively short in these cases. The remaining 10 cases reported no regular pattern and said that they could not predict when they would be taken for torture or interrogation episodes. In these cases the interval appeared to range from successive days, to every few days, to monthly or less, with the frequency reducing over time where the period in detention was lengthy.

Specific forms of torture disclosed

Methods of physical torture

59. Methods of physical torture described by the 50 cases and documented in the MLR included: blunt force trauma including beating, whipping and assault (100% of cases); sexual torture including rape, molestation, violence to genitals and penetration with an instrument (60%); suspension and stress positions (64%); use of water (32%); sharp force trauma including use of blades, needles and fingernails (18%); burns (12%); electric shock (10%); asphyxiation (10%) and pharmacological or chemical torture (8%). Of the cases sampled, 60% of females and 23% of males reported rape.

60. The main forms of blunt force trauma consisted of repeated and sustained assault by kicking, punching, slapping and of beatings with a variety of blunt instruments including truncheons, cables, whips, batons, plastic pipes, metal bars, gun butts, belts and handcuffs. Пострадавшие сообщали о физическом насилии и нанесении ударов по всем частям тела, но в большинстве случаев по голове, лицу, рукам, ногам и спине. В процессе избиения большинству людей завязывали глаза, и многие были ограничены в движении и поэтому не могли обороняться или защищаться.

61. Seven people were burned, some repeatedly and most with heated metal objects but also with lighted cigarettes or caustic substances. All were blindfolded and restrained and described intense pain. Most of the nine people subjected to sharp force trauma were cut with sharp or bladed instruments; two of these were cut during sexual torture, one by the fingernails of the man who raped him and the other by a blade when he attempted to resist assault. Electric shocks were administered in five cases to the genitals, hands and feet, legs, nipples and buttocks, by electrodes or 'clips' or some form of 'baton'. In one case the person was shocked concurrently with sexual torture.

62. Of the 32 cases subjected to positional torture, 16 were suspended by a variety of techniques, including upside down or with wrists bound behind the body, from hooks in the ceiling or bars on the wall. A wide variety of forced or stress positions were also described in 11 cases, apparently designed to humiliate and to produce a powerful psychological response as well as severe physical discomfort and pain. Many described being suspended and restrained in stress positions while being beaten and otherwise tortured, as well as being interrogated. In some cases, restraint appears to have been designed to facilitate the administration of a particular form of torture, such as burning, electric shock, asphyxiation or sexual torture. A small number reported the use of asphyxiation techniques, including the repeated submersion of the head in water or contaminated water containing urine and faeces. One person was 'water-boarded' on at least five occasions. Three people were given medication by force, described as mind and mood altering and extremely distressing.

63. Given the high levels of shame and stigma attached to rape and sexual assault for men and for women, significant under-disclosure of sexual torture is highly likely among the cases in this sample. Despite this, 60% of men and women in the sample reported sexual torture including rape, molestation, violence to genitals and penetration with an instrument. Six of the 10 women experienced sexual torture. All were raped in the interrogation room or in their cell or both, all on more than one occasion, some many times and all by two or more people. Disclosure of rape in all cases was extremely problematic and clinicians recorded the intense psychological distress and flashback symptoms experienced by these women in talking about sexual torture. In some cases, disclosure was only possible after extensive counselling and in some the clinician reported being unable to facilitate a full disclosure due to the high risk of re-traumatisation. Four of the six women disclosed that they had also been subjected to sexual humiliation including forced nakedness (with clothing being violently removed), verbal abuse of an extreme sexual nature and molestation. All described being forcibly restrained while the rape and sexual assault was taking place and most were treated with extreme violence; at least four were rendered unconscious.

64. Of the twenty-four men who disclosed sexual torture, nine were subjected to rape and a further five to penetration with instruments. In some cases several perpetrators were present and participating, in the cell or in the interrogation room; all cases were forcibly restrained. Those cases who reported rape and anal penetration described brutal attacks during which they were penetrated, sometimes repeatedly, including with objects such as batons and bottles. Two other cases reported violent assault to their genitals, while a further eight described being sexually molested while being verbally abused and threatened with penetration or rape. In all cases clinicians recorded observing high levels of shame and ongoing psychological distress and significant difficulty in disclosure.

Methods of psychological and environmental torture

65. Psychological and environmental forms of torture, which were highly prevalent in this case sample, included but were not limited to humiliation (40 cases), solitary confinement (34), verbal abuse (32), threat of death (22), threat to family (15), sleep deprivation (12), and mock executions (7).

66. Psychological forms of torture included the extensive and persistent use of humiliation in most cases, particularly verbal abuse and profanities directed towards the individual or members of their family (especially female family members). Being forced to perform humiliating acts (most but not all with a physical element causing pain and physical stress) and enforced nakedness or removal of clothing were also prevalent across the cases, with clinicians widely reporting the strong psychological impact of this treatment.

67. Threats, particularly of further or different forms of torture, of death and of violence to family members, were reported in 76% of cases and used to induce terror and enforce compliance, particularly to force a confession. Five people reported being given false information that their family members had died or were critically ill, or that they had been detained and tortured and had confessed to an alleged offence. Seven cases were subjected to a mock execution, where they believed that the threat of death would be imminently carried out and the same number reported being forced to witness violence or harm to others in detention, including rape. Many cases (34%) described being exposed to the sounds of others being tortured or in distress in detention. While many cases reported the use of threats as well as torture to induce them to give information about others, in most cases they had no information or refused to give it. Four people said that they were eventually forced to give limited information about or name family members and associates.

68. The most prevalent form of environmental torture was the use of solitary confinement (68% of cases), in small cells, mostly throughout the entire detention. While the duration of solitary confinement was between a week and a month in the majority of cases, some were detained in this condition for several months and at least two cases for more than a year. Twelve people reported that they were prevented from sleeping or that their sleep was deliberately interrupted throughout the detention by guards banging on their cell doors, dousing them in cold water or taking them for interrogation as soon as they fell asleep. Others were kept awake by constant bright light in their cell.

Forensic evidence and psychological impact of torture

Forensic evidence of torture

69. Forty-one of cases (82%) had forensic evidence of physical trauma documented in their MLRs in the form of lesions (including scars) 2 arising from torture in detention in 2009-2011. MLRs for the other nine cases specifically focused on the psychological signs and symptoms of torture and in four cases were prepared by the person's treating clinician as examination by an independent doctor was not deemed clinically appropriate. Chronic pain symptoms, mostly attributed to blunt force, positional and sexual tortures, were also reported in 48% of cases and nine cases documented fractures resulting from torture as described. Of the 50 cases sampled 17 (34%) had up to five lesions attributed to torture, while 11 cases had significantly more. Four people had a very large number of lesions (more than 20) or groups of numerous individual lesions assessed together in relation to their consistency with common attributed causes of torture. In all cases where a physical examination was conducted and lesions as well as other signs and symptoms of physical trauma were documented, those attributed to torture were clearly differentiated by clinicians and the individuals themselves, from those with a non-torture attribution.

70. The form of torture that produced the largest number of lesions overall was blunt force trauma; more than 60% of cases had some or numerous lesions attributed to this cause. Freedom from Torture clinicians, using Istanbul Protocol guidelines to describe the level of consistency of the physical findings with the attributed cause of torture, found that

in 26 cases there were lesions assessed to be 'diagnostic', 'typical' or 'highly consistent' of blunt force trauma as described by the individual (with no other possible cause, few or a few other possible causes). It should be noted that although used in all cases in this sample, blunt force trauma very often does not produce enduring physical evidence, depending on factors including the force of the blow, the part of the body hit, the length of time since infliction, whether the skin was broken and the healing process. It is also routinely observed by clinicians that while individual scars and groups of scars are assessed for their 'level' of consistency with the attributed cause in line with the Istanbul Protocol, '...Ultimately, it is the overall evaluation of all lesions and not the consistency of each lesion with a particular form of torture that is important in assessing the torture story...'

71. All seven cases that reported being burned had lesions assessed by the clinicians as being 'diagnostic', 'typical' or 'highly consistent' of this form of torture. Similarly most of the sharp force trauma scars were assessed as having this high level of consistency with the ascribed cause of torture. Physical evidence assessed as 'typical' or 'highly consistent' of positional torture was documented in seven cases and consisted of ligature or shackle scars and damage to the shoulders or wrists including dislocation, chronic pain and restriction of movement. Ten cases manifested physical symptoms associated with rape and sexual torture including anal bleeding and pain, vaginal bleeding and discharge, pain and swelling in the genitals, lower abdominal pain, pain on passing urine and sexual dysfunction of various kinds.

72. According to available information, 36 cases (72%) had either been referred to or had been medically treated by statutory health care providers for acute and chronic physical symptoms associated with torture in detention. In most cases treatment had occurred in the UK, although a few people had also been treated in Iran immediately on release from detention. Many people were treated for chronic pain symptoms, but others had been referred for acute injuries or symptoms related to these. Most of those who had been raped had either been screened for sexually transmitted diseases or were referred for such screening.

Psychological impact of torture

73. Psychological findings for the 50 cases in this study included 45 people (90%) with symptoms of Post Traumatic Stress Disorder (PTSD) related to the history of torture in detention. Of these, 32 (64% overall) had symptoms reaching the diagnostic threshold according to the ICD-10 Classification of Mental and Behavioural Disorders. In addition, ongoing symptoms of depression directly related to the history of detention and torture were reported by 42 people (84%), of which 27 (54% overall) had symptoms reaching the diagnostic threshold for depression. According to available information, 39 cases (78%) were in treatment for depression and/or PTSD symptoms at the time of the documentation process, receiving medication and/or psychological therapies from statutory health care providers. A total of 11 cases were receiving treatment services from Freedom from Torture during the period when their MLR was being prepared.

74. Signs and symptoms associated with PTSD were reported and observed to a very high level across the sampled cases and included flashbacks (84%) and intrusive memories and thoughts (68%) where traumatic events are repeatedly re-experienced even when the individual is awake and conscious. Recurrent nightmares including elements of the traumatic events in actual or symbolic form and fear and severe anxiety responses to cues that trigger an association with the trauma were reported and/or observed during clinical sessions (94% and 56% respectively). Other typical symptoms included avoidance of thoughts, feelings and activities associated with the trauma, signs of which were observed in half the cases (50%). Some people also reported and demonstrated a marked emotional restriction or dissociation when recalling events related to their torture and a difficulty

recalling these events (20%). A marked diminished interest, detachment and social withdrawal was also documented in 62% of cases, while almost all reported that they had difficulties sleeping (96%).

75. Other depressive features of PTSD and depression signs and symptoms documented in these cases included a persistently low mood in most cases (80%), increased fatigue (38%), as well as diminished appetite (60%). Difficulties with concentration and recall and scattered thoughts were also commonly reported and observed (70%), while feelings of worthlessness and guilt and a bleak or pessimistic view of the future were very commonly expressed (56%). Some individuals, particularly those who were raped, expressed a feeling of being irreparably damaged and a sense of their self identity having been permanently altered as a result of the torture, with devastating impact. Particular psychological responses to sexual torture and rape documented in those cases subjected to this included: intense and overwhelming feelings of shame; feelings of anger towards the abuser and/or internalised anger expressed as self hatred; fear and severe anxiety symptoms either generalised or related to those who remind the person of their abuser; avoidance of anything associated with the trauma, including being unable to remember anything or remember details of what occurred or to make a full disclosure; social withdrawal and difficulty making relationships with others, especially men; sexual dysfunction; suicidal ideation, self harm and suicide attempts.

76. Overall twenty seven people (54%) in this case sample expressed ideas of self harm or of suicide during their assessment process that were directly related to their experiences of detention and torture in Iran and their ongoing symptoms of PTSD and depression arising from this trauma, as well as their experience of seeking protection in the UK in some cases (particularly the fear of removal). Ten people had indeed carried out acts of self harm (20%) and six had made suicide attempts (12%), some in Iran but mostly in the UK following flight. Some individuals had made several attempts and were considered to be at continued risk of suicide at the time of examination.

Overall conclusions on the clinical findings – congruence with attribution of torture

77. In their clinical opinion and concluding observations for the MLRs in the 50 sampled cases, examining clinicians drew together the salient elements of the account of detention and torture and the clinical evidence which may or may not have supported this history. This included: summary of the history and torture methods described; physical findings including lesions and their consistency with the attributed cause of torture, or lack of physical findings with clinical reasons; presence of lesions attributed by the person to other causes (non-torture), demonstrating no attempt to embellish the account; psychological findings, including symptoms of PTSD and depression related or unrelated to the history of detention and torture, with clinical reasons; mode of narration of the history including demeanour and affect, level of detail and consistency of the account or lack of these, with clinical reasons and the possibility of fabrication or embellishment of the account of torture, or of alternative explanation for the clinical evidence. Clinicians in all 50 cases found there to be sufficient physical and/or psychological evidence to support the account given and an overall congruence between the clinical findings and the history of detention and torture in Iran in the given period.

Annexe II

[Anglais seulement]

Journalists currently imprisoned in the Islamic Republic of Iran

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details		
				Prison	Conditions of detention	Health condition
Adnan Hassanpour	Anti-state activities	25-Jan-2007	15 years prison, originally sentenced to death	Sanandaj Prison	N/A	N/A
Mohammad Seddigh Kaboudvand	Acting against national security, engaging in propaganda against the state	01-Jul-2007	11 years prison	Evin Prison	N/A	Heart and health problems
Mojtaba Lotfi	Spreading anti-state information, publishing the views of Ayatollah Hossein-Ali Montazeri	08-Oct-2008	4 years prison, followed by exile	Exiled in Ashtian	N/A	N/A
Hossein Derakhshan	Spying for Israel	Nov-2008	19 years prison, 5 year ban on "membership in political parties and activities in the media"	Evin Prison	With periods of solitary confinement	N/A
Ahmad Zaid-Abadi	Political activity	Jun-2009	6 years prison, 5 years of exile, lifetime ban on political activity	Rajaei Shahr Prison	N/A	N/A
Kayvan Samimi	N/A	14-Jun-2009	6 years prison, 15 year ban on political, social, and cultural activities	Rajaei Shahr Prison	N/A	Worsening health conditions
Bahman Ahmadi Amouee	N/A	19-Jun-2009	5 years prison, 34 lashes	Rajaei Shahr Prison	Wife also a journalist and currently in prison	N/A

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details		
				Prison	Conditions of detention	Health condition
Issa Saharkhiz	Participation in riots, encouraging others to participate in riots, insulting the supreme leader	03-Jul-2009	3 years prison, 5 year ban on political and journalistic activities, 1 year ban on foreign travel	Evin Prison	N/A	Heart condition
Massoud Bastani	Propagating against the regime, congregating and mutinying to create anarchy	05-Jul-2009	6 years prison	Rajaei Shahr Prison	Periods of solitary confinement. Wife also currently in prison on anti-state charges	N/A
Mohammad Davari	Propagating against the regime, disrupting national security (stems from reporting on the rape of inmates at Kahrizak Detention Center)	05-Sep-2009	5 years prison, with an additional year for participating in the 2006 teacher protests	Evin Prison	N/A	Heart condition
Saeed Matin-Pour	Relations with foreigners, propagating against the regime	12-Jul-2009	8 years prison	Evin Prison	Long periods of solitary confinement	Deteriorating health
Mehdi Mahmoudian	Mutiny against the regime, and for his role in documenting rape and abuse of detainees at Kahrizak Detention Center	16-Sep-2009	5 years prison	Rajaei Shahr Prison	Abuse from prison official	Worsening health conditions, had to be treated for abuse from prison officials
Seyed Hossein Ronaghi Maleki	Anti-state and conspiracy activities	13-Dec-2009	15 years prison	Evin Prison	N/A	Kidney problems
Abolfazl Abedini Nasr	Anti-state activities, contact with enemy states	03-Mar-2010	11 years prison, with an additional year for propagating against the regime	Evin Prison	N/A	N/A

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details		
				Prison	Conditions of detention	Health condition
Siamak Ghaderi	Propagating against the regime, creating public anxiety, spreading falsehoods, cooperating with homosexuals	27-Jul-2010	4 years prison, 60 lashes	Evin Prison	N/A	N/A
Mohammad Reza Pourshajari	Propagating against the regime, insulting the supreme leader	12-Sep-2010	3 years prison, with an additional year for blasphemy charges	Ghezel Hessar Prison	N/A	N/A
Arash Honarvar Shojaei	Acting against national security, espionage, cooperation with foreign embassies	28-Oct-2010	4 years prison, 50 lashes	Evin Prison	Seizure in custody	Suffered heart attack
Fereydoun Seydi Rad	Anti-state activities, propagating against the regime (connected to taking part in a 2010 protest and attending the 2009 funeral of Ayatollah Hossein-Ali Montazeri)	02-Mar-2011	3 years prison	Evin Prison	43 days solitary confinement after arrest	N/A
Alireza Rajaei	Acting against national security, propagating against the regime	23-Apr-2011	7 years prison	Evin Prison	N/A	N/A
Mehrdad Sarjoui	Cooperating with enemy states	Jul-2011	10 years prison	Evin Prison	N/A	N/A
Alireza Behshti Shirazi	Acting against national security	10-Jul-2011	5 years prison	Evin Prison	N/A	N/A
Ahmadreza Ahmadpour	Anti-state charges (stemming from a letter he wrote to U.N. Secretary General protesting rights abuses)	18-Jul-2011	3 years prison, 10 years exile, defrocking, and deprivation of any clerical position	Yazd Prison	N/A	Worsening respiratory illness and cardiac problems

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details		
				Prison	Conditions of detention	Health condition
Saeed Jalalifar	Propaganda against the regime, assembly and collusion with the intent to act against national security	31-Jul-2011	3 years prison	Evin Prison	N/A	N/A
Morteza Moradpour	Propagating against the Islamic Republic of Iran, mutiny, and illegal congregation	26-Aug-2011	3 years prison	Tabriz Central Prison	N/A	N/A
Omid Behroozi	N/A	05-Sep-2011	N/A	Evin Prison	N/A	N/A
Reza Entessari	N/A	05-Sep-2011	N/A	Evin Prison	N/A	N/A
Amir Eslami	N/A	05-Sep-2011	N/A	Evin Prison	N/A	N/A
Afshin Karampour	N/A	05-Sep-2011	N/A	Evin Prison	N/A	N/A
Hamid Moradi	N/A	05-Sep-2011	N/A	Evin Prison	N/A	N/A
Farshid Yadollahi	N/A	05-Sep-2011	N/A	Evin Prison	N/A	N/A
Saeed Madani	N/A	07-Jan-2012	N/A	N/A	N/A	N/A
Saeed Razavi Faghih	Propagating against the regime	17-Jan-2012	4 years prison	Evin Prison	N/A	Suffered a heart attack in custody
Kasra Nouri	Propagating against the regime, having unlawful contact with Radio Farda, creating public anxiety, publishing falsehoods	14-Mar-2012	1 year prison	Shriaz Intelligence Detention Center	N/A	Developed respiratory problems in custody

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details		
				Prison	Conditions of detention	Health condition
Reza Ansari Rad	Propagating against the regime	03-May-2012	1 year prison	Evin Prison	Seizures in custody	In poor physical condition, suffered epileptic
Mahsa Amrabadi	Propaganda against the regime	09-May-2012	1 year prison	Evin Prison	Husband is also a journalist and currently in prison	N/A
Fariborz Raisdana	Propagating against the regime	21-May-2012	1 year prison	Evin Prison	N/A	N/A
Rahman Bouzari	Propagating against the regime	Jun-12	2 years in prison, 74 lashes	N/A	N/A	N/A
Said Moghaneli	Propagating against the regime	26-Jun-2012	6 months prison	Tabriz Prison	N/A	N/A
Nassour Naghipour	Anti-state charges related to his work in documenting violations of human rights	09-Jul-2012	7 years prison	Evin Prison	N/A	N/A
Zhila Bani-Yaghoub	Propagating against the regime, insulting the president (for articles she wrote during the June 2009 contested presidential elections)	02-Sep-2012	1 year prison, 30-year ban on practicing journalism	Evin Prison	Husband is also a journalist and currently in prison	N/A
Shiva Nazar Ahari	Moharebeh ("waging war against God), propagating against the regime, acting against national security	08-Sep-2012	4 years prison, 74 lashes	Evin Prison	N/A	N/A

<i>Name</i>	<i>Charges</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Sentence</i>	<i>Details</i>		
				<i>Prison</i>	<i>Conditions of detention</i>	<i>Health condition</i>
Faezeh Hashemi Rafsanjani (daughter of former President Akbar Hashemi Rafsanjani)	Propagating against the regime	22-Sep-2012	6 months prison, 5-year ban on political, cultural, and press activities	Evin Prison	N/A	N/A
Ali Akbar Javanfekr	Publishing content contrary to Islamic standards, publishing obscene content	24-Sep-2012	6 months prison, 3-year ban on press activities	Evin Prison	N/A	N/A
Mehdi Khazali	Insulting the supreme leader	30-Oct-2012	14 years prison, 10 years exile, 90 lashes	Evin Prison	Severe injuries during arrest	Suffered heart attack in custody
Alireza Roshan	Assembly and collusion with the intent to disrupt national security, cooperation with the Majzooban-e Noor news website	18-Nov-2012	1 year prison, 4 year suspended term	Evin Prison	N/A	N/A

Annexe III

[Anglais seulement]

Bahá'ís currently imprisoned in the Islamic Republic of Iran as at 3 January 2013

<i>Name</i>	<i>Charges</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Sentence</i>	<i>Details</i>			
				<i>City of arrest</i>	<i>Prison</i>	<i>Date of release</i>	<i>Date tried/ sentenced</i>
Mahvash Shahriari Sabet	Three charges on religious grounds (“forming an illegal cult”), Three charges related to “espionage” and “acting against national security”	05-Mar-2008	20 years’ imprisonment	Mashhad (Razavi Khorasan)	Tehran (Evin)	N/A	Trial ended 14-Jun-2010
Fariba Kamalabadi Taefi	Three charges on religious grounds (“forming an illegal cult”). Three charges related to “espionage” and “acting against national security”	1) 26-Jul-2005 2) 14-May-2008	20 years’ imprisonment	1) Mashhad 2) Tehran (Tehran)	Tehran (Evin)	1) 19-Sep-2005 2) N/A	Trial ended 14-Jun-2010
Jamaloddin Khanjani	Three charges on religious grounds (“forming an illegal cult”). Three charges related to “espionage” and “acting against national security”	1) 25-Sep-2007 2) 14-May-2008	20 years’ imprisonment	1) Isfahan (Isfahan) 2) Tehran (Tehran)	Gohardasht 9-Aug-2010	1) 01-Oct-2007 2) N/A	Trial ended 14-Jun-2010

<i>Name</i>	<i>Charges</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Sentence</i>	<i>Details</i>			
				<i>City of arrest</i>	<i>Prison</i>	<i>Date of release</i>	<i>Date tried/ sentenced</i>
Afif Naimi	Three charges on religious grounds (“forming an illegal cult”). Three charges related to “espionage” and “acting against national security”	14-May-2008	20 years’ imprisonment	Tehran (Tehran)	Gohardasht 9-Aug-2010	N/A	Trial ended 14-Jun-2010
Saeid Rezaie Tazangi	Three charges on religious grounds (“forming an illegal cult”). Three charges related to “espionage” and “acting against national security”	14-May-2008	20 years’ imprisonment	Tehran (Tehran)	Gohardasht 9-Aug-2010	N/A	Trial ended 14-Jun-2010
Behrouz Azizi Tavakkoli	Three charges on religious grounds (“forming an illegal cult”). Three charges related to “espionage” and “acting against national security”	1) 26-Jul-2005 2) 14-May-2008	20 years’ imprisonment	1) Mashhad; 2) Tehran (Tehran)	Gohardasht 9-Aug-2010	1) 15-Nov-2005 2) N/A	Trial ended 14-Jun-2010
Vahid Tizfahm	Three charges on religious grounds (“forming an illegal cult”). Three charges related to “espionage” and “acting against national security”	14-May-2008	20 years’ imprisonment	Tehran (Tehran)	Gohardasht 9-Aug-2010	N/A	Trial ended 14-Jun-2010

<i>Name</i>	<i>Charges</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Sentence</i>	<i>Details</i>			
				<i>City of arrest</i>	<i>Prison</i>	<i>Date of release</i>	<i>Date tried/ sentenced</i>
Mohammad Reza Kandi	Posing a threat to the holy regime of the Islamic Republic by teaching Baha'is ideas through communication with the usurper country of Israel	1) 09-Apr-2008 2) 19 or 25-Apr-2009	1) 7 months' imprisonment	Mahforouzak (Mazandaran)	N/A	1) 13-Apr-2008 2) N/A	25-Dec-2008
Alibakhsh Bazrafkan	Plotting overthrow, acting against national security and propaganda against the regime	31-Oct-2009	2.5 years' imprisonment and 5 years of internal exile	Yasouj (Kohgiluyeh and Boyer-Ahmad)	Yasouj	N/A	07-Dec-2009
Manijeh Nasrollahi (Monzavian)	Acting against national security through propagandist activity in the interests of groups and populations hostile to the regime related to Baha'is and membership in illegal groups and populations related to Bahá'is including the group of Khademin of Semnan with the post of secretary and the education committee	1) 17-Jun-2009	3.5 years' imprisonment (3 + .5) and confiscation of documents and materials in connection with the administrative institutions of Bahaism	Semnan (Semnan)	Tehran (Evin) 27-Feb-2010	1) 30-Jun-2009 2) N/A	1) 28-Aug-2009 2) Verdict upheld on appeal (signed 25-Jan-2010)

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details			
				City of arrest	Prison	Date of release	Date tried/ sentenced
Rozita Vaseghi	N/A	1) 04-Aug-2005 2) 16-Mar-2010	1) 5 years' imprisonment; Sentence upheld and 2 years added on appeal 2) 5 years' imprisonment on separate charge	Mashhad (Razavi Khorasan)	Mashhad	1) 21-Aug-2005 2) N/A	1) 25-Oct-2009 2) Appeal
Nahid Ghadiri	N/A	1) 04-Aug-2005 2) 16-Mar-2010	1) 5 years' imprisonment; Sentence upheld on appeal 2) 5 years' imprisonment on separate charge = 10 years total	Mashhad (Razavi Khorasan)	Mashhad	1) 21-Aug-2005 2) N/A	1) 25-Oct-2009 2) Appeal
Davar Nabilzadeh	N/A	1) 19-Aug-2005 2) 13-Jul-2010	1) 5 years' imprisonment 2) Sentence upheld on appeal	Mashhad (Razavi Khorasan)	Mashhad	1) 28-Sep-2005 2) N/A	1) 25-Oct-2009 2) Appeal
Jalayer Vahdat	N/A	1) 04-Aug-2005 2) 26-Jan-2009 3) 24-Oct-2010	1) 5 years' imprisonment 2) Sentence upheld on appeal	Mashhad (Razavi Khorasan)	N/A	1) 28-Aug-2005 2) 12-May-2009 3) N/A	1) 25-Oct-2009 2) Appeal
Sima Eshraghi (Aghdaszadeh)	N/A	1) 06-Aug-2005 2) 26-Jan-2009 3) 24-Oct-2010	1) 5 years' imprisonment 2) Sentence upheld on appeal	Mashhad (Razavi Khorasan)	Mashhad	1) Unknown 2) 12-May-2009 3) N/A	1) 25-Oct-2009 2) Appeal

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details			
				City of arrest	Prison	Date of release	Date tried/ sentenced
Siamak Ighani	Membership in illegal groups and gatherings related to the Baha'is especially "acceptance of post of chairperson for the Semnan Khademin. Engaging in propaganda against the regime and for the benefit of the Baha'is	1) 27-Apr-2009 2) 6-Nov-2010	1) 3 years' imprisonment upheld on appeal 2) N/A	Semnan (Semnan)	Semnan	1) 2-May-2009 2) N/A	Trial: 30-Jun-2009 Appeal: Oct-2010
Feizollah Rowshan	N/A	1) 01-Nov-2006 2) 18-Nov-2007 3) 06-Dec-2008 4) 15-Jan-2011	1 year's imprisonment and 4 years internal exile to Damghan. Ordered to go to Bijar. Remaining internal exile changed to additional 6 months' imprisonment in Sari.	Sari (Mazandaran)	Sari	1) 01-Jan-2007 2) 30-Apr-2008 3) 20-May-2009 4) N/A	1) 24-Apr-2007; 19-Aug-2007 2) Obtained conditional release Began exile 26 Jul-2008 in Damghan
Farhad Amri	N/A	01-Jan-2011	N/A	Mashhad suburb (Razavi Khorasan)	N/A	N/A	N/A
Shahin Shafaie	N/A	05-Feb-2011	N/A	Ghaemshahr (Mazandaran)	N/A	N/A	N/A
Badiollah Lohrasb	N/A	21-Feb-2011	N/A	Motel Ghou (Salman Shahr, Mazandaran)	N/A	N/A	N/A

<i>Name</i>	<i>Charges</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Sentence</i>	<i>Details</i>			
				<i>City of arrest</i>	<i>Prison</i>	<i>Date of release</i>	<i>Date tried/ sentenced</i>
Peyman Kashfi	"Membership in an anti-Islamic group and propaganda against the regime"	1) 19-Oct-2009 2) 13-Feb-2011	4 years' imprisonment	Tehran (Tehran)	Evin	1) Nov/Dec-2009 2) N/A	1) 15-Jun-2010
Afshin Safaieyan	N/A	27-Feb-2011	N/A	Nasim Shahr, Saveh suburb (Markazi)	N/A	N/A	N/A
Mesbah Monghate	N/A	18-Mar-2011	N/A	Tehran (Tehran)		N/A	N/A
Sara Mahboubi	N/A	1) 24-Jun-2010 2) 9-Apr-2011	N/A	Sari (Mazandaran)	Sari	1) 18-07-2010 2) N/A	N/A
Behzad Zabihi	N/A	1) 22-Feb-2011 2) 10-Apr-2011	N/A	Sari (Mazandaran)	Sari	1) 26-Feb-2011 2) N/A	N/A
Vesal Mahboubi	N/A	25-Apr-2011	N/A	Sari (Mazandaran)	N/A	N/A	N/A
Kamran Mortezaie	"Membership of the deviant sect of Baha'ism, with the goal of taking action against the security of the country, in order to further the aims of the deviant sect and those of organizations outside the country".	22-May-2011	5 years' imprisonment	Tehran (Tehran)	Gohardasht	N/A	25-Sep-2011 17-Oct-2011

<i>Name</i>	<i>Charges</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Sentence</i>	<i>Details</i>			
				<i>City of arrest</i>	<i>Prison</i>	<i>Date of release</i>	<i>Date tried/ sentenced</i>
Noushin Khadem	“Membership of the deviant sect of Baha’ism, with the goal of taking action against the security of the country, in order to further the aims of the deviant sect and those of organizations outside the country”.	22-May-2011	4 years’ imprisonment	Tehran (Tehran)	Gohardasht	N/A	27-Sep-2011
Mahmoud Badavam	“Membership of the deviant sect of Baha’ism, with the goal of taking action against the security of the country, in order to further the aims of the deviant sect and those of organizations outside the country”.	22-May-2011	4 years’ imprisonment	Tehran (Tehran)	Gohardasht	N/A	27-Sep-2011
Ramin Zibaie	“Membership of the deviant sect of Baha’ism, with the goal of taking action against the security of the country, in order to further the aims of the deviant sect and those of organizations outside the country”.	22-May-2011	4 years’ imprisonment	Karaj (Alborz)	Gohardasht	N/A	N/A

<i>Name</i>	<i>Charges</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Sentence</i>	<i>Details</i>			
				<i>City of arrest</i>	<i>Prison</i>	<i>Date of release</i>	<i>Date tried/ sentenced</i>
Farhad Sedghi	“Membership of the deviant sect of Baha’ism, with the goal of taking action against the security of the country, in order to further the aims of the deviant sect and those of organizations outside the country”.	22-May-2011	4 years’ imprisonment	Karaj (Alborz)	Gohardasht	N/A	20-Sep-2011
Riaz Sobhani	“Membership of the deviant sect of Baha’ism, with the goal of taking action against the security of the country, in order to further the aims of the deviant sect and those of organizations outside the country”.	14-Jun-2011	4 years’ imprisonment	Tehran (Tehran)	Gohardasht	N/A	N/A

<i>Name</i>	<i>Charges</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Sentence</i>	<i>Details</i>			
				<i>City of arrest</i>	<i>Prison</i>	<i>Date of release</i>	<i>Date tried/ sentenced</i>
Behfar Khanjani	Forming groups and membership in groups and assemblies with intention to disturb the national security; Activity against national security through propaganda against the regime; Use, possession, and distribution of 63 illegal compact discs containing appalling and offensive material.	1) 05-Jan-2010 2) 21-Jun-2011	4 years' imprisonment	Mashhad (Razavi Khorasan)	Semnan	1) 02-Mar-2010 2) N/A	1) 26 Sep 2007 2) 04-May-2010 6-Feb-2012. Appeal denied
Sanaz Tafazoli	N/A	27-Jun-2011	N/A	Mashhad (Razavi Khorasan)	N/A	N/A	N/A
Nika Barazandehniya	N/A	N/A	N/A	Isfahan (Isfahan)	N/A	N/A	N/A
Jila Rezvani (Ghanei)	N/A	06-Jul-2011	N/A	Mashhad (Razavi-Khorasan)	N/A	N/A	N/A
Saideh Foroughi (Negari)	N/A	06-Jul-2011	N/A	Mashhad (Razavi-Khorasan)	N/A	N/A	N/A
Mitra Azmayandeh	N/A	03-Jul-2011	N/A	Isfahan (Isfahan)	N/A	N/A	N/A
Hajir Septo	N/A	11-Jul-2011	N/A	Kata (Kohgiluye and Boyer-Ahmad)	Yasouj	N/A	22-May-2011

<i>Name</i>	<i>Charges</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Sentence</i>	<i>Details</i>			
				<i>City of arrest</i>	<i>Prison</i>	<i>Date of release</i>	<i>Date tried/ sentenced</i>
Samin Ehsani	N/A	17-Aug-2011	N/A	Tehran (Tehran)	N/A	10-Sep-2011*	N/A
Afshin Heyratian	N/A	03-Jun-2010	4 years' imprisonment	Tehran (Tehran)	Evin	21-Jun-10	N/A
Emamgholi Behamin	N/A	24-Aug-2011	N/A	Kata (Kohgiluyeh Boyer Ahmad)	N/A	N/A	N/A
Janali Rasteh	N/A	24-Aug-2011	N/A	Kata (Kohgiluyeh Boyer Ahmad)	N/A	N/A	N/A
Kamran Rahimian	Using falsely obtained degrees, illegal counselling, running illegal classes, defrauding the public	14-Sep-2011	4 years' imprisonment	Tehran (Tehran)	Gohardasht around 5-Jan-2012	N/A	N/A
Hassanali Delavarmanesh	N/A	04-Sep-2011	N/A	Kata (Kohgiluyeh Boyer Ahmad)	Yasouj	N/A	N/A

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details			
				City of arrest	Prison	Date of release	Date tried/ sentenced
Afshin Ighani	Formation of a group and membership in illegal groups and assemblies with the intention of disturbing national security, Actions against national security through propaganda against the regime [and in support of anti-regime groups], i.e., propaganda for the perverse sect of Bahaism.	1) 18-May-2005 2) 05-Jan-2010 3) Sep-2011	4 years' 3 months' 1 day's imprisonment	Semnan (Semnan)	Semnan	1) 20-May-2005 2) 28-Feb-2010 3) N/A	05-May-2010*
Didar Raoufi	N/A	1) 14-Jan-2009 2) 16-Oct-2011	3 years' imprisonment	Tehran (Tehran)	Evin	1) 11-Mar-2009 2) N/A	12-Feb-2011
Sousan Badavam (Farhangi)	N/A	23-Oct-2011 or 24-Oct-2011	N/A	Rasht (Gilan)	N/A	N/A	N/A
Nadia Asadian (Abdu'l-Hamidi)	N/A	23 or 24-Oct-2011	N/A	Rasht (Gilan)	N/A	N/A	N/A
Shiva Kashaninejad (Samiian)	N/A	23 or 24-Oct-2011	N/A	Rasht (Gilan)	N/A	N/A	N/A
Anvar Moslemi	N/A	1) 22-Nov-2008 2) 3 or 5-Aug-2009 3) 12-Nov-2011	1) 1 year's imprisonment 2) 300,000 túman fine	Sari (Mazandaran)	Sari	1) 14-Dec-2008 2) 09-Sep-2009 3) N/A	7-Jun-2009

<i>Name</i>	<i>Charges</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Sentence</i>	<i>Details</i>			
				<i>City of arrest</i>	<i>Prison</i>	<i>Date of release</i>	<i>Date tried/ sentenced</i>
Shahnam Golshani	N/A	30-Jan-2012	N/A	Shiraz (Fars)	N/A	N/A	N/A
Shahrokh Taef	N/A	1) 06-Mar-2005 2) 14-Jan-2009 3) Jan-2012	4 years' imprisonment sentence upheld in appeals court	1) Tehran (Tehran) 2) Tehran 3) Tehran	Evin	1) 06-Jun-05 2) 17-Mar-09 3) N/A	NA
Foad Khanjani	N/A	27-Apr-2010	4 years' imprisonment	Tehran (Tehran)	Evin	08-May-10	N/A
Payam Taslimi	N/A	03-Feb-2012	N/A	Shiraz (Fars)	Ministry of Intelligence detention centre to Adelabad prison 20- Mar-2012	N/A	N/A
Semitra Momtazian	N/A	05-Feb-2012	N/A	Shiraz (Fars)	Ministry of Intelligence detention centre to Adelabad prison 20- Mar-2012	N/A	N/A
Naghmeh Zabihian	N/A	17-Feb-2012	6 months' imprisonment	Mashhad (Razavi Khorasan)	N/A	N/A	N/A
Shahram Chiniyan Miandoab	N/A	1) 01-Mar-2009 2) 15-Jan-2012	8 years	Hassanabad (Tehran)	Evin	1) 03-Mar-2010 2) N/A	N/A

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details			
				City of arrest	Prison	Date of release	Date tried/ sentenced
Negar Malekzadeh	Co-organizing junior youth exhibit	02-Apr-2012	6 months' imprisonment	Mashhad (Razavi Khorasan)	N/A	N/A	N/A
Iqan Shahidi	N/A	03-Mar-2010	5 years' imprisonment	Kermanshah (Kermanshah)	Gohardasht	11-May-2010	N/A
Shahram Mokhtari	N/A	24-Apr-2012	N/A	Birjand (South Khorasan)	N/A	N/A	N/A
Atiyeh Anvari	N/A	20-May-2012	N/A	Isfahan (Isfahan)	N/A	N/A	N/A
Sholeh Afshari	N/A	15-May-2012	N/A	Vila Shahr, Najafabad (Isfahan)	N/A	N/A	N/A
Mona Pour Pir Ali	N/A	15-May-2012	N/A	Najafabad (Isfahan)	N/A	N/A	N/A
Mohammad Hosein Nakhaei	N/A	13-May-2012	N/A	Birjand (South Khorasan)	N/A	N/A	N/A
Saeed Azimi	N/A	29-May-2012	N/A	Nashtarood (Mazandaran)	N/A	N/A	N/A
Roufia Beidaghi	N/A	1) 07-Nov-2010 2) late May-2012	1 year's imprisonment	Semnan (Semnan)	Semnan	1) 16-Nov-2010 2) N/A	08-Oct-2011
Jinous Nourani	N/A	1) 18-May-2005 2) 12-Mar-2011 3) late May-2012	1) 91 days* 2) 1 year's imprisonment 3) N/A	Semnan (Semnan)	Semnan	1) 20-May-2005 2) 03-Apr-2011 3) N/A	1) 10-Sep-2006 2) 26-Nov-2011 3) N/A
Faran Khan Yaghma	N/A	09-Jun-2012	N/A	Sari (Mazandaran)	Sari	N/A	N/A

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details			
				City of arrest	Prison	Date of release	Date tried/ sentenced
Adel Fanaiyan	Membership in a group; forming and mobilizing a group with intent to disturb the national security, Propaganda against the sacred regime of the Islamic Republic of Iran in the interest of anti-regime groups and organizations by promoting the teachings and ideologies of the sect of Baha'ism through publishing pamphlets and materials and producing and distributing announcements containing administrative information on the sect of Baha'ism and opposing the sacred regime of the Islamic Republic of Iran. Propaganda against the government of the Islamic Republic of Iran	1) 18-May-2005	1) 6 months' imprisonment	Semnan (Semnan)	Semnan	N/A	1) 12 Apr 2006*
		2) 04-Jan-2009	2) 6 years' imprisonment				2) 04-Jan-2009
		3) 14-Nov-2010	3) N/A				3) 08-Oct-2011*
		4) 10-Jun-2012	4) N/A				4) N/A

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details			
				City of arrest	Prison	Date of release	Date tried/ sentenced
Taherverdi "Taher" Eskandarian	N/A	1) N/A 2) 04- Jan-2009 3) 23-Jun-2012	1) 6 months' imprisonment 2) N/A	Semnan (Semnan)	N/A	1) N/A 2) 2-Jul-2009 3) N/A	N/A
Azizollah Samandari	An active member of the perverse Baha'i sect with the intention to act against the national security	1) 14-Jan-2009 2) 07-Jul-2012	5 years' imprisonment	Tehran (Tehran)	Evin	1) 11-Mar-2009 2) N/A	1) N/A 2) 04-Oct-2011
Adel Naimi	N/A	10-Jul-2012	N/A	Tehran (Tehran)	N/A	N/A	N/A
Khashayar Tafazzoli	N/A	11-Jul-2012	N/A	Mashhad (Razavi Khorasan)	N/A	N/A	N/A
Shayan Tafazzoli	N/A	1) 17 Feb-2012 2) 11-Jul-2012	6 months' imprisonment	Mashhad (Razavi Khorasan)	N/A	1) N/A 2) N/A	1) N/A 2) N/A
Sina Aghdasizadeh	N/A	11-Jul-2012	N/A	Mashhad (Razavi Khorasan)	N/A	N/A	N/A
Rahman Vafaie	N/A	14-Jul-2012	N/A	Shiraz (Fars)	Adelabad 20-Sep-2012	N/A	N/A
Hamid Eslami	N/A	14-Jul-2012	N/A	Shiraz (Fars)	Adelabad 20-Sep-2012	N/A	N/A

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details			
				City of arrest	Prison	Date of release	Date tried/ sentenced
Faran Hesami (Rahimian)	Conspiracy and assembly with the intention to act against the national security by membership in perverse Baha'i sect as the primary director of the Department of Psychology at the illegal Baha'i university under the direction of the House of Justice, Earning illegal income in the sum of 7,000,000 tuman.	1) 14-Sep-2011 2) 15-Jul-2012	4 years' imprisonment	Tehran (Tehran)	1) Evin 2) N/A	1) 29-Nov-2011 2) N/A	1) 09-May-2012 2) N/A
Goudarz Beidaghi	Propaganda against the government of the Islamic Republic of Iran. Disturbance of the general public's opinion through distribution of flyers (letter of the Baha'i community of Iran addressed to the President of the Islamic Republic of Iran).	1) 01-Mar-2010 2) 16-Jul-2012	1) 2.5 million rial fine 2) 1 year's imprisonment under Ta'zîr 3-year exile from Semnan; confiscation of all documents and materials pertaining to the sect of Bahaism. 4 October 2011	1) Semnan 2) Sangsar (Semnan)	Sangsar	1) 8-Sep-2007 2) 26-Apr-2010	1) 9 Sep 2007* 2) 17 Aug 2011 04-Oct-2011* 08-Oct-2011*
Ramin Eidelkhani	Spreading propaganda against the regime, insulting the supreme leader	1) 05-May-2010 2) 19-Aug-2012	2 years' imprisonment + 5 years of internal exile	Parsabad Moghan (Ardabil)	Meshkin Shahr	15-May-2010	

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details			
				City of arrest	Prison	Date of release	Date tried/ sentenced
Mr. Vahed Kholousi	“Involvement in subversive political activities against the regime through providing assistance to the earthquake victims” later changed to “distributing contaminated food”	1) 23-Aug-2011 2) 22-Aug-2012	N/A	1) Tehran (Tehran) 2) Tabriz (East Azerbaijan)	Evin	N/A	N/A
Navid Khanjani	Engaging in human rights activities, illegal assembly” (in support of university students deprived of higher education), and disturbance of the general public’s opinion”.	1) 02-Mar-2010 2) 22-Aug-2012	12 years’ imprisonment + 5 million rial (~US\$500) fine	1) Isfahan (Isfahan) 2) Tabriz (East Azerbaijan)	Nikbakht detention center in Isfahan 3-Mar-2010 (Evin)	03-Apr-2010	07-Dec-2010 10-Aug-2011 verdict upheld
Shayan Vahdati	“Involvement in subversive political activities against the regime through providing assistance to the earthquake victims” later changed to distributing contaminated food”	22-Aug-2012	N/A	Tabriz (East Azerbaijan)	N/A	N/A	N/A
Leva Khanjani (Mobasher)	N/A	1) 3-Jan-2010 2) 25-Aug-2012	N/A	Tehran (Tehran)	Evin and Gohardasht	1) 1-Mar-2010 2) N/A	N/A

<i>Name</i>	<i>Charges</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Sentence</i>	<i>Details</i>			
				<i>City of arrest</i>	<i>Prison</i>	<i>Date of release</i>	<i>Date tried/ sentenced</i>
Kayvan Rahimian	Assembly and collusion with intent to commit acts of crime against national security, membership in the perverse sect of Baha'ism, and earning illegal income (last charge dismissed).	1) 06-Mar-2005 2) 14-Sep-2011 3) 30-Sep-2012	5 years' imprisonment + 97,877,000 rial fine (~US\$8,000)	Tehran (Tehran)	N/A	1) 16-Mar-2005 2) 21-Sep-2011 3) N/A	12-Jun-2012
Payman Hejarian	Propaganda against the regime, activity against national security, and insulting the President.	25-Aug-2012	1 year's imprisonment under Ta'zir law	Karaj (Alborz)	Karaj	N/A	N/A

<i>Name</i>	<i>Charges</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Sentence</i>	<i>Details</i>			
				<i>City of arrest</i>	<i>Prison</i>	<i>Date of release</i>	<i>Date tried/ sentenced</i>
Zohreh Nikayin (Tebyanian) and infant child	Forming illegal administrative groups known as moral education classes with intent to attract Muslims and to promote the ideologies of the perverse sect of Baha'ism, and being present among Muslims. Membership in groups and illegal organizations, including the Ruhi institute, organizing gatherings, science and technology [sic], and Nineteen Day Feasts for the purpose of propaganda [against] the sacred regime of the Islamic Republic of Iran and in the interest of Bahaism, Propaganda against the sacred regime of the Islamic Republic of Iran in the interest of anti-regime groups through receiving messages and instructions issued by the House of Justice, and "implementation of such instructions"	1) 12-Mar-2011 2) 22-Sep-2012	23 months' imprisonment reduced on appeal from 7 years'	Semnan (Semnan)	N/A	03-Apr- 2011	08-Dec-2011 sentenced; Appeal

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details			
				City of arrest	Prison	Date of release	Date tried/ sentenced
Taraneh Torabi (Ehsani) and infant child	N/A	1) 12-Mar-2011 2) 22-Sep-2012	5 years and 10 months' imprisonment was commuted to 2.5 years' imprisonment on appeal	Sangsar (Semnan)	N/A	1) 3-Apr-2011 2) N/A	N/A
Adib Shoaie	N/A	06-Oct-2012	N/A	Mashhad (Razavi Khorasan)	N/A	N/A	N/A
Farzin Shahriari	N/A	Late Oct-2012	N/A	Tehran (Tehran)	Evin	N/A	N/A
Ramin Shahriari	N/A	Late Oct-2012	N/A	Tehran (Tehran)	Evin	N/A	N/A
Afshin Seyyed-Ahmad	N/A	08-Nov-2012	N/A	Tehran (Tehran)	N/A	N/A	N/A
Erfan Ehsani	N/A	1) Shortly before 26-Jan-2012 2) 21-Apr-2012 3) 30-Oct-2012	1 year's imprisonment under Ta'zir law	Sangsar (Semnan)	Semnan	1) 1 day after arrest 2) 06-May-2012 3) N/A	N/A
Farhad Fahandej	N/A	17-Oct-2012	N/A	Gorgan (Golestan)	Gorgan	N/A	N/A
Farahmand Sanaie	N/A	17-Oct-2012	N/A	Gorgan (Golestan)	Evin 22-Nov-2012	N/A	N/A
Kamal Kashani	N/A	17-Oct-2012	N/A	Gorgan (Golestan)	N/A	N/A	N/A
Shahram Jazbani	N/A	17-Oct-2012	N/A	Gorgan (Golestan)	N/A	N/A	N/A
Navid Moallemi	N/A	17-Oct-2012	N/A	Gorgan (Golestan)	N/A	N/A	N/A

<i>Name</i>	<i>Charges</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Sentence</i>	<i>Details</i>			
				<i>City of arrest</i>	<i>Prison</i>	<i>Date of release</i>	<i>Date tried/ sentenced</i>
Behnam Hassani	N/A	17-Oct-2012	N/A	Gorgan (Golestan)	N/A	N/A	N/A
Sasan Badi'i	N/A	1) 20-Apr-2008 2) Oct/Nov-2012	not yet announced	Karaj (Alborz); Fardis, Karaj (Alborz)	N/A	NA	N/A
Siamak Sadri	N/A	18-Nov-2012	N/A	Gorgan (Golestan)	Evin 22-Nov-2012	N/A	N/A
Payam Markazi	N/A	18-Nov-2012	N/A	Gorgan (Golestan)	Evin 22-Nov-2012	N/A	N/A
Foad Fahandej	N/A	18-Nov-2012	N/A	Gorgan (Golestan)	Evin 22-Nov-2012	N/A	N/A
Kourosh Ziari	N/A	20-Nov-2012	N/A	Gonbad (Golestan)	Gorgan	N/A	N/A
Sina Aghdasi	N/A	05-Dec-2012	N/A	Tabriz (East Azerbaijan)	N/A	N/A	N/A
Behnam Momtazi	N/A	11-Dec-2012	N/A	Ghazvin (Ghazvin)	N/A	N/A	N/A
Adnan Rahmatpanah	N/A	12-Dec-2012	N/A	Shiraz (Fars)	N/A	N/A	N/A
Neda Majidi	N/A	17-Dec-2012	N/A	Sangsar (Semnan)	Semnan	N/A	N/A
Nadia Khalili	N/A	15-Dec-2012	N/A	Mehrshahr, Karaj (Alborz)	N/A	20-Dec-2012 if released	N/A
Sahar Vadaie	N/A	15-Dec-2012	N/A	Mehrshahr, Karaj (Alborz)	N/A	20-Dec-2012 if released	N/A

Annexe IV

[Anglais seulement]

Christians currently imprisoned in the Islamic Republic of Iran

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details		Status	Notes
				City of arrest	Prison		
Yousef Nadarkhani	Apostasy	13-Oct-2009	Death	Rasht	Lakan	Was released following a court hearing on 8 September 2012. The pastor was acquitted of apostasy, but found guilty of evangelising Muslims. He was sentenced to three years imprisonment for evangelising, but was released on minimum bail as he had already served the vast majority of this time. On Christmas day, (December 25th), 2012 Pastor Yousef was rearrested to serve the 45 remaining days of his sentence at Lakan Prison, Rasht.	N/A

Name	Charges	Date of arrest	Sentence	Details				Notes
				City of arrest	Prison	Status		
Behnam Irani	December 2006 charged with "national security crimes". Found guilty on February 23, 2008. This verdict recommended prosecutor pursue apostasy death sentence. January 2011 - convicted of "action against the order" & "national security threat".	December 2006; April 14, 2010	February 23, 2008, 5-year suspended sentence; January 2011, 1-year sentence. After serving almost the entire year, told must also serve 5 year from previous suspended sentence from 2008 verdict.	Karaj	Ghezal Hezar	Serving sentence		* In poor health and not receiving proper medical treatment.
Farshid Fathi Malayeri	"Actions against national security, being in contact with enemy foreign countries, religious propaganda" -- part of the evidence offered at trial was having Farsi language Bibles, unlawful distribution of Bibles, and possessing Christian literature	26-Dec-2010	Six years prison	Tehran	Evin	In prison serving sentence. On 5 February 2012, Pastor Fathi Malayeri, was tried before the Revolutionary Court in Evin Prison. On 22 February 2012, his six years sentence was upheld by the by the Iranian Revolutionary Court.		* Asked not to make public* Paid over \$400K for bail. Fathi was detained without an indictment for 16 months, and kept in solitary confinement most of those months. Fathi's lawyer was deprived of full access to his client's case: "When the lawyer went to court they wouldn't give him the file ... Until ... a few days [before the trial] they gave him the file, but not even the full file."

<i>Name</i>	<i>Charges</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Sentence</i>	<i>Details</i>				<i>Notes</i>
				<i>City of arrest</i>	<i>Prison</i>	<i>Status</i>		
Mojtaba Houseini	No formal charges brought	08-Feb-2012	N/A	Shiraz	Adel-Abad	Still detained awaiting trial		He was previously arrested on 11 May 2008 along with eight other Christians on the charge of having a Christian faith. At that time he was asked to renounce his faith. 15 October 2012 they were tried, at branch 3 of the Revolutionary Court in Shiraz. The court session finished without issuing any specific verdict.
Homayoun Shokoohi	No formal charges brought	08-Feb-2012	N/A	Shiraz	Adel-Abad	Still detained awaiting trial		Fariba Nazemian's husband
Vahid Hakkani	No formal charges brought	08-Feb-2012	N/A	Shiraz	Adel-Abad	Still detained awaiting trial		N/A
Mohammad-Reza Paroei (Kourosh)	No formal charges brought	08-Feb-2012	N/A	Shiraz	Adel-Abad	Still detained awaiting trial		N/A
Saeed Abedini	N/A	26-Sep-2012	N/A	Tehran	Evin	Saeed could not have a lawyer until Dec 2012. He has not appeared before a court for formal sentencing.		He was supposed to travel back to his family in US from Iran on July 30, but his passport confiscated and was called for questioning several time before his arrest.
Mehdi Amerooni	No formal charges brought	12-Oct-2012	N/A	Shiraz	N/A	Still being held in custody.		Was arrested when security authorities raided a gathering place of the group located at Jomhuri Street in Shiraz

<i>Name</i>	<i>Charges</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Sentence</i>	<i>Details</i>				<i>Notes</i>
				<i>City of arrest</i>	<i>Prison</i>	<i>Status</i>		
Mohammad (Vahid) Roghangir	No formal charges brought	12-Oct-2012	N/A	Shiraz	N/A	Still being held in custody.		Was arrested when security authorities raided a gathering place of the group located at Jomhuri Street in Shiraz
Soroush Saraee	No formal charges brought	12-Oct-2012	N/A	Shiraz	N/A	Still being held in custody.		Was arrested when security authorities raided a gathering place of the group located at Jomhuri Street in Shiraz
Eskandar Rezaee	No formal charges brought	12-Oct-2012	N/A	Shiraz	N/A	Still being held in custody.		Was arrested when security authorities raided a gathering place of the group located at Jomhuri Street in Shiraz
Shahin Lahooti	No formal charges brought	12-Oct-2012	N/A	Shiraz	N/A	Still being held in custody.		Was arrested when security authorities raided a gathering place of the group located at Jomhuri Street in Shiraz